

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Dossier WikiLeaks

N° 1 du 14.12.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

L'équipe d'Avaaz.

Mehdi Atmani : Cinq hackers, trois serveurs et un réseau planétaire de serveurs relais,

Roland Marounek : Personnellement, si "je serais la CIA",

1 Pays

Egypte

Mohamed Salmawy : Le document de WikiLeaks et l'allié stratégique,

Iran

Djamel Bouatta : Frappe contre l'Iran en marche : L'onction des régimes arabes selon WikiLeaks,

Révélation de Wikileaks: l'Iran est mal prise.

Israël

Tariq Shadid : L'acide toxique de Wikileaks fuit dans toutes les directions, sauf vers Israël,

Justin Raimondo : Wikileaks révèle l'influence croissante du crime organisé israélien,

Eric Walberg : Les activités de la mafia israélienne représentent une préoccupation sérieuse tant pour la CIA que pour le Département d'Etat...

Agathe Heintz : Israël épargné par Wikileaks, Abbas dans l'embarras,

Irak

Sarkozy avait évoqué un engagement en Irak, selon WikiLeaks

Moubarak a suggéré un "dictateur équitable" pour diriger l'Irak,

Liban

Les USA œuvrent pour priver d'armes Hamas et Hezbollah,

Nepal

Bernard Fischer : Le lobby Népalais.

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Ahmed BENSADA : Et si Wikileaks n'était qu'une vaste supercherie médiatique ?

3 Les brèves

3-1 Erdogan soupçonne Wikileaks: "Les Etats-Unis cherchent la discorde".

4 Dossier

4-1 Une cyber-guerre pour défendre WikiLeaks en cours, dit un hacker.

4-2 Pierre Bellefeuille : Wikileaks, un programme secret ?

5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

5-1 Kirk James MURPHY : Julian Assange de Wikileaks accusé de viol par un personnage lié aux groupes anti-castristes financés par la CIA

5-2 Le "Pot de miel" D'Assange : une opération de la CIA.

5-3 Renart Léveillé : WikiLeaks d'un autre oeil,

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

6-1 Frédéric Pons : À qui profite WikiLeaks ? [...]

6-2 Pierre PICCININ : Wikileaks : à qui profite le crime ?

6-3 Jonathan Cook : Wikileaks et le nouvel ordre mondial.

Tiré a part

L'équipe d'Avaaz.

Chers amis,

L'écrasante campagne d'intimidation contre WikiLeaks refroidit les ardeurs des défenseurs de la liberté de la presse partout dans le monde.

Les experts juridiques affirment que WikiLeaks n'a probablement enfreint aucune loi. Pourtant, des politiciens américains de tout premier plan **l'ont qualifié de groupe terroriste et des observateurs ont incité au meurtre** de son personnel. L'organisme a fait l'objet d'attaques massives de la part de gouvernements et de grandes entreprises, **mais WikiLeaks ne fait que publier des informations** qui lui parviennent par l'intermédiaire d'un informateur. Et il a formé des partenariats avec les journaux les plus importants au monde pour vérifier soigneusement les informations qu'ils publient.

L'écrasante campagne d'intimidation extra-judiciaire est une attaque contre la démocratie. Nous avons besoin, de toute urgence, de protestations massives en faveur de la liberté de la presse et de la liberté d'expression. **Signez la pétition pour arrêter la répression et faites suivre ce courriel à tout le monde – si nous atteignons 1 million de voix, Avaaz fera publier des annonces pleine page dans les journaux américains cette semaine !**

http://www.avaaz.org/fr/wikileaks_petition/?v

WikiLeaks n'agit pas tout seul -- il a formé des partenariats avec les journaux les plus importants au monde (The New York Times, The Guardian, Der Spiegel, etc.) afin de réviser avec soin 250 000 notes diplomatiques et supprimer toute information qu'il serait irresponsable de publier. **Seulement 800 notes diplomatiques ont été publiées jusqu'ici.** Les publications passées de WikiLeaks ont mis en lumière des cas de torture soutenus par le gouvernement, le meurtre de civils innocents en Irak et en Afghanistan et la corruption corporative.

Le gouvernement des États-Unis utilise en ce moment tous les recours juridiques possibles afin d'empêcher WikiLeaks de publier davantage de notes, mais **les lois des démocraties protègent la liberté de la presse.** Les États-Unis et d'autres gouvernements peuvent ne pas aimer les lois qui protègent notre liberté d'expression, mais c'est justement pour cela qu'il est si important de les avoir, et c'est pourquoi seul un processus démocratique peut changer ces lois.

Les honnêtes gens peuvent se demander si WikiLeaks, de même que les journaux importants avec lesquels il a conclu des partenariats, dévoile plus d'informations que le public ne devrait en voir ; si les publications ébranlent la confidentialité diplomatique et si c'est une bonne chose ou non ; si le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, a la personnalité d'un héros ou celle d'une canaille. **Mais rien de tout cela ne justifie une campagne d'intimidation malveillante, visant à empêcher une sortie médiatique légale,** menée par des gouvernements et de grandes entreprises. Cliquez ci-dessous pour vous joindre à l'appel afin d'arrêter la répression :

http://www.avaaz.org/fr/wikileaks_petition/?v

Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi les médias nous relatent si rarement l'histoire complète de ce qui se passe en coulisses ? Voilà pourquoi : lorsqu'ils le font, les gouvernements peuvent réagir de façon brutale et malveillante. Et lorsque ça arrive, **il appartient au public de se battre pour défendre nos droits démocratiques à tous : la liberté de la presse et la liberté d'expression. Il n'y a jamais eu de moment plus crucial pour le faire.**

Avec espoir,

Ricken, Emma, Alex, Alice, Maria Paz et le reste de l'équipe d'Avaaz.

SOURCES :

Contre-attaque WikiLeaks : vers la fin de l'état de droit ? (Le Post)

http://www.lepost.fr/article/2010/12/08/2333468_contre-attaque-wikileaks-vers-la-fin-de-l-etat-de-droit.html

Amazon n'héberge plus WikiLeaks après des pressions politiques (Le Monde)

http://www.lemonde.fr/international/article/2010/12/03/wikileaks-org-abandonne-par-son-fournisseur-de-nom-de-domaine_1448365_3210.html

WikiLeaks et le contrôle d'Internet (Mediapart)

<http://www.mediapart.fr/club/edition/les-invites-de-mediapart/article/061210/wikileaks-et-le-controle-dinternet>

Les USA sont responsables des fuites de WikiLeaks (7Sur7)

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/1193118/2010/12/08/Les-USA-sont-responsables-des-fuites-de-WikiLeaks.dhtml>

Il faut défendre WikiLeaks (L'Express)

<http://blogs.lexpress.fr/nouvelleformule/2010/12/07/il-faut-defendre-wikileaks/>

WikiLeaks abandonné par son fournisseur de noms de domaine :

http://www.lemonde.fr/international/article/2010/12/03/wikileaks-org-abandonne-par-son-fournisseur-de-nom-de-domaine_1448365_3210.html

WikiLeaks et la "première guerre informatique"

http://www.challenges.fr/actualites/monde/20101208.CHA1005/WikiLeaks_et_la_premiere_guerre_informatique.html?xtor=RSS-16

Mastercard bloque les versements adressés à WikiLeaks :

<http://www.24heures.ch/mastercard-bloque-versements-adresses-WikiLeaks-2010-12-07>

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2010/12/8/opin3.htm>

Mehdi Atmani : Cinq hackers, trois serveurs et un réseau planétaire de serveurs relais,

Explications techniques du fonctionnement de WikiLeaks

Le noyau central de WikiLeaks est principalement géré par cinq hackers (pirates), tous nomades comme Julian Assange. Ils travaillent à distance sur des ordinateurs portables. De leur position, ils alimentent trois serveurs – l'infrastructure matérielle – du site wikileaks.org. Le principal est hébergé en Suède. Le second en Belgique. Le dernier, dont le lieu est tenu secret, permet l'accès aux informations. WikiLeaks utilise ensuite un réseau planétaire de serveurs relais pour fonctionner tout gardant anonyme ses sources. Seuls les cinq pirates ont accès à l'ensemble de la structure (les trois serveurs). Toutes les communications et documents sont cryptés.

Pour se contacter, les pirates ont constitué une variante du système de communication Tor, un procédé garantissant l'anonymat en ligne. Il est composé d'un logiciel (programme qui permet le traitement de l'information par ordinateur) et d'un réseau de serveurs cachant toutes les informations qui pourraient permettre d'identifier l'utilisateur et le localiser. L'information est ainsi transmise en toute sécurité d'un émetteur A au destinataire B.

Cible d'attaques

Les 251 287 câbles diplomatiques proviennent tous du réseau Secret Internet Protocol Router Network, ou SIPRNet. Ce système de réseau internet, né après le 11 septembre 2001 permet aux employés des Départements d'Etat et de la défense américains de communiquer des informations potentiellement sensibles. Un document diplomatique marqué du sceau SIPDIS est automatiquement téléchargé sur le site confidentiel de son ambassade. De là, il peut être consulté depuis un ordinateur connecté à SIPRNet. Seuls les membres de l'armée américaine – par exemple le soldat américain Bradley Manning, suspecté d'avoir transmis à WikiLeaks les 250 000 câbles – en possession d'un mot de passe levant le niveau de classification «secret», y ont accès. A partir de 2002, 125 ambassades se sont rattachées à SIPRNet. Aujourd'hui, cela concerne la grande majorité des missions américaines dans le monde.

Plusieurs jours après la publication des documents sensibles, le site cablegate.wikileaks.org est la cible d'attaques informatiques. Elles visent à paralyser le serveur qui héberge le site. Pour les hackers, le jeu est simple: il s'agit d'inonder la plate-forme de connexions et demandes simultanées d'informations qui le met à plat. Ces attaques classiques sont appelées DDOS (Distributed Denial of Service). Elles sont possibles lorsque l'attaquant mobilise durant l'offensive, des ordinateurs du monde entier dans lesquels a été implanté un petit programme pirate baptisé «Cheval de Troie». Dans le cas de WikiLeaks, elle revenait à lui demander environ 150 fois par seconde le téléchargement des 400 000 pages complètes du dossier irakien de l'organisation de Julian Assange.

Mais wikileaks.org n'a pas flanché. S'il était impossible de s'y connecter dans la nuit du 2 au 3 décembre, c'est que le fournisseur de service américain EveryDNS.net a retiré le nom de domaine wikileaks.org par peur de problèmes sur le fonctionnement de son infrastructure informatique. Tout fournisseur de contenu sur le Net dispose d'une adresse IP (une succession de chiffres). C'est le numéro Internet des utilisateurs, comme il existe des numéros de téléphone. Plusieurs sociétés, dont EveryDNS.net font correspondre un nom de domaine à ces chiffres: 81.27.130.64 pour letemps.ch par exemple. Dans le cas de WikiLeaks, c'est le lien entre le chiffre et le nom qui a été rompu. Il a fallu près de six heures au site pour constater la panne et rebondir. WikiLeaks a donc développé des plateformes miroirs – qui hébergent l'exact contenu du site mère – au bénéfice d'un nouveau nom de domaine. C'est de cette manière que wikileaks.org a disparu pour renaître en .ch, .be. Mais la liste des extensions possibles est bien plus longue. A ce rythme, le jeu entre hackers ennemis peut durer encore longtemps

Mehdi Atmani

[http://www.letemps.ch/Page/Uuid/079d75f8-024a-11e0-91f8-](http://www.letemps.ch/Page/Uuid/079d75f8-024a-11e0-91f8-4a13a27137cc/Cinq%20hackers%20trois%20serveurs%20et%20un%20r%C3%A9seau%20plan%C3%A9taire%20de%20serveurs%20relais)

[4a13a27137cc/Cinq hackers trois serveurs et un réseau planétaire de serveurs relais](http://www.letemps.ch/Page/Uuid/079d75f8-024a-11e0-91f8-4a13a27137cc/Cinq%20hackers%20trois%20serveurs%20et%20un%20r%C3%A9seau%20plan%C3%A9taire%20de%20serveurs%20relais)

Roland Marounek : Personnellement, si "je serais la CIA",

Personnellement, si "je serais la CIA", j'utiliserais plutôt WikiLeaks pour faire passer des 'infos' qui m'intéressent, au milieu de scoops éventés (Il y a des armes nucléaires à Kleine Brogel!) Les révélations concernant l'Iran me laissent en tout cas perplexe, car en filigrane, elles affirment que oui, l'Iran cherche bien à avoir la bombe atomique, au point que tous les pays voisins en auraient peur. De plus, au moins objectivement, même si il n'y a pas complot, les fuites de WL risque d'avoir pour effet de semer la discorde entre l'Iran et ses voisins. Que les monarchies du Golfe et autres clients des USA aient une frousse bleue de la chute de leur protecteur, et "éprouvent une haine viscérale" en conséquence tout pays qui s'y oppose, ce n'est pas une vraie surprise ; qu'ils soient empressés de marcher dans la propagande US quelle qu'elle soit est du 'déjà vu'. Mais le message pourrait bien être destiné au final à nos propres populations de l'Otan, dans cette longue préparation psychologique à l'agression de l'Iran.

Roland Marounek

1 Pays

Egypte

Mohamed Salmawy : Le document de WikiLeaks et l'allié stratégique,

Le document secret publié récemment par le site Wikileaks sur la position des Etats-Unis vis-à-vis de l'ex-candidat égyptien à l'Unesco en est un d'importance majeure sur le plan des relations égypto-américaines où chacun se plaît à se décrire comme l'allié stratégique de l'autre. Le document aborde également les véritables facteurs déterminant la politique américaine au Moyen-Orient.

Le site WikiLeaks a dévoilé cette semaine le contenu d'une lettre secrète envoyée par l'ambassadrice américaine au Caire, Margaret Scobey, à la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton sur la visite que le ministre égyptien des Affaires étrangères comptait effectuer pour la rencontrer à Washington. Dans cette lettre, l'ambassadrice prévient son secrétaire d'Etat que le ministre égyptien Ahmad Aboul-Gheit s'entretiendra avec elle à propos de la candidature du ministre égyptien de la Culture, Farouk Hosni, au poste du directeur général de l'Unesco. Etant donné que Hillary Clinton venait tout juste d'accéder à son poste sous le mandat d'Obama, l'ambassadrice a vu qu'il était de son devoir d'aviser sa chef de diplomatie sur le fait que Washington avait effectivement déterminé sa position vis-à-vis du candidat égyptien. «

Les Etats-Unis avaient informé l'Egypte, l'année précédente (c'est-à-dire sous la présidence de Bush) qu'ils ne pourraient pas soutenir cette candidature et qu'il valait mieux en proposer une autre » de l'administration de Bush vis-à-vis du candidat égyptien était l'appui croissant qui fut le lot de Farouk Hosni énuméré par l'ambassadrice dans sa lettre. Elle avait évoqué le soutien affiché de la Ligue arabe et de l'Union africaine et avait dit également que le côté égyptien croit en un soutien européen, français spécifiquement.

L'ambassadrice informait sa secrétaire d'Etat qu'Aboul-Gheit lui

parlerait inévitablement des avantages de Farouk Hosni, fervent opposant à l'extrémisme islamiste. Mais elle lui fit savoir que l'opposition des

Etats-Unis était due à des propos concernant Israël, décrit par le ministre de la Culture égyptien comme un Etat sans culture, et qu'il

volait la culture des autres pour se l'attribuer. D'ailleurs, l'ambassadrice n'avait pas évoqué que les paroles attribuées à Farouk Hosni étaient en réponse à une allégation israélienne selon laquelle ils sont les bâtisseurs des Pyramides !

Enfin, l'ambassadrice américaine achève sa lettre en disant que face à l'appui dont jouit Farouk Hosni, « nous devons entraver sa réussite » en lui trouvant un nouvel alternatif crédible, en l'occurrence arabe ou musulman. Ce qui attire à première vue l'attention dans cette lettre est cet attachement américain à la continuité de sa politique d'une administration à l'autre. Bien que la campagne électorale d'Obama ait reposé fondamentalement sur la révision des politiques de l'administration précédente et ait affiché ses intentions à remédier à ses gaffes atroces.

La deuxième remarque que l'on perçoit est que les raisons de l'opposition de Washington à la candidature égyptienne à l'Unesco ne se rapportent pas à des facteurs en relation avec les Etats-Unis ou leurs intérêts dans la région, comme par exemple une éventuelle hostilité du candidat égyptien aux Etats-Unis, ou bien une entrave de sa part à

l'échange culturel. Mais les raisons qu'elle a avancées et qu'elle a appelé la secrétaire d'Etat à respecter se rapportent toutes à un

troisième Etat, celui d'Israël qui avait auparavant affiché officiellement son refus et sa lutte contre le candidat égyptien. Des raisons d'ailleurs qui ne relèvent aucunement des Etats-Unis.

Une telle position n'est pas une nouveauté pour nous dans le monde arabe. Nous l'avons vue et expérimentée sur plus d'un demi-siècle. Nous avons vu à chaque occasion comment les positions américaines étaient

Toujours en conformité avec les intérêts israéliens. Le document secret publié récemment confirme

indubitablement ce que nous connaissions

effectivement. Il affirme néanmoins la fausseté des accusations qui nous provenaient de l'Occident et de ceux qui reprennent ses refrains continuellement chez nous, selon lesquels nous sommes victimes de la théorie du complot à chaque fois que nous parlons d'un accord secret ou tacite entre Israël et les Etats-Unis, que nous aimons décrire comme allié stratégique. Même s'il s'avère que les Etats-Unis luttent contre leur allié, en secret, dans les forums mondiaux pour le compte d'une tierce partie, qui est à son tour un allié avec lequel nous avons conclu un traité de paix.

Iran

Djamel Bouatta : Frappe contre l'Iran en marche : L'onction des régimes arabes selon WikiLeaks

Les notes diplomatiques américaines obtenues par WikiLeaks révèlent également que des régimes arabes ont suggéré aux Américains d'être sans scrupules vis-à-vis de l'Iran ! Dans le fatras de révélations sur les relations internationales vues par les Etats-Unis, qualifiées de "criminelles" par le gouvernement américain et dont la diffusion est "illégal, irresponsable et

dangereuse”, a renchéri l'Otan, le bras armé des gendarmes du nouveau monde, l'information la plus importante est la préparation de frappes contre l'Iran. C'est une mise en bouche, dans le style des fameuses AMD (armes de destructions massives) brandies par Bush junior pour envahir l'Irak et mettre à feu et à sang toute la région, voire l'ensemble du monde arabo-musulman.

“On ne peut pas faire confiance aux Iraniens”, observe le roi d'Arabie saoudite, Abdallah bin Abdelaziz, en mars 2009, devant le conseiller de la Maison-Blanche pour l'antiterrorisme, John Brennan. “L'objectif de l'Iran est de causer des problèmes”, l'Iran est “aventurier dans un sens négatif”, “que Dieu nous préserve de leurs péchés”, poursuit-il, selon un compte-rendu américain obtenu par WikiLeaks. Des diplomates américains ont rapporté d'autres propos du roi Abdallah, invitant à “couper la tête du serpent”, auquel il compare l'Iran. Parmi les documents diffusés par WikiLeaks, ce télégramme du 11 février 2010 soulignant que “le roi saoudien a dit au général américain James Jones que si l'Iran parvenait à développer des armes nucléaires, tout le monde, dans la région, ferait de même”. “Ce programme doit être stoppé”, a renchéri, pour sa part, le prince de Bahreïn, Hamad Al-Khalifa, le 1er novembre 2009, en recevant le général David Petraeus, alors commandant en chef du Centcom, le commandement unifié des armées de la coalition occidentale qui avait en charge la région, de l'Irak à l'Iran en passant par les pays du Moyen-Orient. Mohammed bin Zayed, le prince héritier d'Abou Dhabi, pilier de la Fédération des Émirats arabes unis, est plus déterminé. Lorsque le chef des états-majors américains, l'amiral Mullen, fait part au prince de son doute sur l'efficacité d'opérations seulement aériennes contre les sites iraniens, il s'exclame : “Il faudrait alors des troupes au sol”, écrit un diplomate américain le 9 février 2010. L'obsession du prince est de renforcer ses forces armées, c'est le grand client de la France. Le 14 février 2010, l'émir du Qatar, qui partage un champ gazier stratégique avec l'Iran, adresse un conseil au sénateur américain John Kerry. “En se basant sur 30 années d'expérience avec les Iraniens, l'émir conclut la réunion en disant qu'il ne faut croire qu'un mot sur cent que les Iraniens prononcent. Ils nous mentent, et nous leur mentons.” C'est ainsi que le Premier ministre du Qatar, Hamad bin Jassim Al-Thani, décrit la relation entre son pays et l'Iran, lors d'un entretien avec le vice-secrétaire américain à l'énergie, Daniel Poneman, le 10 décembre 2009. Le 13 février 2010, le Premier ministre du Qatar reçoit à son tour John Kerry. Il affirme que Mahmoud Ahmadinejad lui a dit : “Nous avons battu les Américains en Irak, la bataille finale sera livrée en Iran.” Le président de l'Égypte, Hosni Mubarak, “éprouve une haine viscérale pour la République islamique”, écrit un diplomate basé au Caire, en février 2009, “il les traite de menteurs”, et prévient : “Ne croyez pas un seul mot qu'ils prononcent.” Le 21 avril 2009, devant l'amiral Mullen, le chef des renseignements égyptiens, Omar Souleyman, constatant que l'Iran “est très actif” dans son propre pays, estime que ce pays “doit payer le prix pour ses actions”. En Jordanie, souligne un télégramme américain, en avril 2009, “la métaphore la plus couramment utilisée par des officiels en parlant de l'Iran est celle d'une pieuvre étendant ses tentacules”, qui doivent être “coupées”. Le président de la Chambre haute du Parlement, Zeid Rifai, “prédit que le dialogue avec l'Iran ne mènera nulle part”, dit un document du site, qui le cite ainsi: “bombardez l'Iran ou vivez avec un Iran nucléaire, les sanctions, les carottes, les incitations n'ont pas d'importance.” I

Il est vrai cependant que l'inquiétude arabe n'a cessé de grandir au rythme du développement du programme nucléaire iranien. Cela vaut tout particulièrement pour les riverains du Golfe dont certains ont encore des contentieux territoriaux avec l'Iran. Qu'il s'agisse de Bahreïn, revendiqué par le passé par l'Iran, ou bien des Émirats arabes unis, qui contestent la souveraineté de l'Iran sur trois îles situées dans le détroit d'Ormuz. De manière générale, les régimes arabes redoutent l'appétit que donnerait à Téhéran le statut de puissance nucléaire.

Djamel Bouatta

Liberté (Algérie) -
2/12/2010

<http://www.liberte-algerie.com/edit.php?id=146763&titre=L%E2%80%99onction%20des%20r%C3%A9gimes%20arabes%20selon%20WikiLeaks>

Révélation de Wikileaks: l'Iran est mal prise.

Les révélations de Wikileaks sur la position des pays arabes envers l'Iran pourraient avoir un impact réel sur l'opinion et les relations diplomatiques. C'est l'avis de plusieurs médias et spécialistes iraniens, bien que Téhéran, pour l'heure, a décidé de traiter les informations du site par le mépris.

Les milliers de dépêches diplomatiques américaines confidentielles publiées par WikiLeaks, qui jettent notamment une lumière crue sur l'inquiétude et l'animosité des voisins arabes de l'Iran, s'inscrivent dans un "complot" des Etats-Unis "pour semer l'Iranophobie et la discorde dans le monde islamique", a estimé mardi le ministère iranien des Affaires étrangères. Les pays de la région "ne doivent pas tomber dans ce piège", a souligné le porte-parole du ministère Ramin Mehmanparast.

Lundi, le président Mahmoud Ahmadinejad a fixé la ligne officielle face aux documents de WikiLeaks relatifs à l'Iran: participant à la "guerre de l'information" américaine contre Téhéran, "ils sont sans valeur" et "ne méritent pas d'être commentés".

Des infos qui laisseront des traces

Cette position volontariste, qui rejoint celle adoptée par la plupart des chancelleries dans le monde, pourrait toutefois être difficile à tenir. "Les documents WikiLeaks ne révèlent rien, les Iraniens connaissent depuis longtemps les sentiments des pays arabes du Golfe à leur égard. Mais avoir la preuve écrite que vos voisins encouragent votre ennemi à vous attaquer ne peut pas ne pas laisser de trace", note un diplomate occidental à Téhéran.

Selon les documents de WikiLeaks, la plupart des dirigeants arabes du Golfe ont poussé Washington à stopper par tous les moyens le programme nucléaire iranien, le roi Abdallah d'Arabie saoudite réclamant même à plusieurs reprises une intervention militaire pour "couper la tête du serpent". De plus, "le timing est très mauvais", relève le même diplomate, car ces révélations interviennent alors que Téhéran semblait ces dernières semaines en voie d'améliorer ses relations historiquement conflictuelles avec Ryad.

"Une guerre non déclarée"

Cette embellie a notamment été marquée par deux entretiens téléphoniques, pour la première fois depuis longtemps, entre le roi Abdallah et le président Ahmadinejad sur des questions régionales sensibles comme le Liban et l'Irak. Les fuites de WikiLeaks "ne vont pas faciliter les choses", estime le même diplomate. La presse iranienne, tout en relayant le mot d'ordre officiel, ne se prive pas de commenter sombrement le contenu des documents qui "mettent en relief la situation inquiétante que l'Iran pourrait avoir à affronter dans un proche avenir", selon le quotidien Mellat-e Ma (conservateur modéré) évoquant "une guerre non déclarée" des voisins de Téhéran. Ils "confirment l'hostilité profonde de beaucoup de pays arabes à l'égard de l'Iran", et "l'approfondissement du fossé entre Téhéran et ses voisins du Golfe", note lui aussi le quotidien réformateur Shargh. "Les Arabes ne doivent pas être aussi stupides", titre de son côté le quotidien modéré en anglais Iran News, soulignant que les documents de WikiLeaks montrent aussi les risques que comporterait un conflit pour la région.

L'habile Ahmadinejad

La diplomatie iranienne pourrait devoir dissiper les malentendus avec ses voisins, reconnaît Gholam Reza Ghalandarian, directeur du quotidien conservateur Qods. Mais "s'il y a un problème, il sera traité directement, face à face" avec les partenaires de Téhéran, assure-t-il estimant que l'affaire "n'influencera pas la politique étrangère de l'Iran". Ce sentiment est partagé par Mohammad Saleh Sedghian, directeur du Centre arabe d'études iraniennes à Téhéran, qui souligne que l'Iran a choisi l'apaisement grâce à "la position habile du président Ahmadinejad questionnant l'authenticité des documents et insistant sur les bonnes relations entre Téhéran et ses voisins".

tsrinfo.ch

01.12.2010

<http://www.tsr.ch/info/monde/2749059-revelations-de-wikileaks-l-iran-est-mal-prise.html>

Israël

Tariq Shadid : L'acide toxique de Wikileaks fuit dans toutes les directions, sauf vers Israël,

Tariq Shadid est un chirurgien palestinien, qui travaille actuellement comme chef de service dans un hôpital au Moyen-Orient. Il est né et a grandi aux Pays-Bas, et a écrit de nombreux articles d'analyse politique pour "Palestine Chronicle" dans les premières années de l'Intifada Al Aqsa, qui sont maintenant regroupés dans le livre "[Understanding Palestine](#)", disponible sur Amazon. Pendant plusieurs années, il a fait activement partie du conseil d'administration de l'organisation néerlandaise "de Bezetting Stop" (Stop à l'occupation), dirigée par l'éminente militante pro-palestinienne Greta Duisenberg. Pendant presque cinq ans, il a été le porte-parole officiel pour les médias du conseil d'administration de la Communauté Palestinienne aux Pays-Bas (PGN), et est devenu un défenseur bien connu de la cause palestinienne dans les médias nationaux néerlandais tels que la télévision, la radio et les journaux. Chanteur-auteur-compositeur prolifique, il produit des chansons sur la cause palestinienne, qu'on peut trouver sur son site internet [DocJazz](#).

Réfléchissons un instant au sens de "fuir". Quand quelque chose fuit, on comprend habituellement qu'une substance fluide supposée couler dans une certaine direction s'échappe de sa trajectoire prévue à cause d'un défaut de la structure construite pour la guider. Habituellement, si un tuyau fuit dans votre circuit d'eau, votre

problème principal est que vous ne parvenez pas à contrôler son débit, et l'eau va dans des directions où vous ne voulez pas qu'elle aille.

Toutefois, la définition du "Wikileaks" semble suivre des lois naturelles entièrement différentes. Bien sûr, les informations fuient des conduites secrètes où elles s'écoulaient avant. Cependant, ce qui est étrange au sujet du "Wikileaks", c'est qu'Israël, pays bien connu pour ses tractations secrètes et son service de renseignement rusé, parvient à garder les pieds au sec, en dépit de l'inondation politique massive soi-disant provoquée par le père fondateur de Wikileaks, Julian Assange. La perte de contrôle qui est si typique des autres formes de "fuites" ne semble pas s'appliquer au Wikileaks – au lieu de cela, les fuites semblent être sous contrôle parfait, et soigneusement guidées de telle façon qu'elles ne servent les intérêts que d'un seul Etat, à savoir celui d'Israël.

Assange pisse, le monde bondit

Pratiquement aucun pays au monde activement impliqué au Moyen-Orient et autres affaires internationales, soit par choix soit par situation géographique, n'a été épargné par les dernières ouvertures de la boîte de Pandore de révélations d'Assange. Difficile de parcourir une source d'information, ces jours-ci, sans que le mot "Wikileaks" ne vous saute aux yeux au moins une fois, révélant quelque combine scandaleuse de coulisses, accord secret ou relation cachée embarrassante entre gouvernements qui, en surface, semblent être diamétralement opposés les uns des autres dans le paysage politique.

Depuis que la liste des pays confrontés à ces embarras inclut les Etats-Unis d'Obama, beaucoup d'activistes anti-impérialistes du monde entier attendent anxieusement les dernières fuites, et se lancent maintenant dans des discussions sur les implications de nombre de ces révélations prétendument fracassantes. Julian Assange est salué dans le monde entier par des gens qui critiquent leurs gouvernements comme l'activiste qui a été capable d'embarrasser des gouvernements, seulement aidé par un petit groupe de supporters indépendants. Son étoile s'élève rapidement, et bien qu'on puisse entendre ça et là quelques notes cyniques, le bruit retentissant omniprésent dans les cercles progressistes est celui d'applaudissements fournis pour ce "champion de l'homme ordinaire" tant attendu.

Ce que beaucoup semblent ne pas remarquer cependant, c'est que bien que la liste des pays qui ont été douloureusement embarrassés par la publication de leurs câbles secrets et notes de réunions, comprennent l'Autorité Palestinienne, l'Arabie Saoudite et autres Etats du Golfe, l'Egypte et les Etats-Unis – où Obama souffre de graves problèmes à cause d'une réunion du "Tea Party" où il n'a pas été invité – un des principaux acteurs du jeu politique peu ragoûtant des animosités et alliances du Moyen-Orient reste complètement indemne : Israël.

Beaucoup de bruit pour de vieilles nouvelles

Que nous dit Wikileaks ? Que l'Arabie Saoudite a versé de l'huile sur le feu contre l'Iran ? Nous le savions déjà.

Que l'administration d'Abbas, comme le gouvernement égyptien, était parfaitement au courant de l'attaque militaire génocidaire d'Israël sur Gaza l'hiver 2009 ? Il n'y a rien de neuf là non plus. La liste s'allonge encore et encore, et les principales victimes de l'embarras sont les dirigeants des gouvernements arabes. Mais qu'est-ce que tout ceci a de bien neuf ? Est-ce que chaque arabe dans le monde qui lit les journaux, regarde Al-Jazeera et a un certain niveau de compréhension des politiques moyen-orientales, ne connaît pas déjà l'étendue et la portée des relations secrètes dans la région ? Même les gens qui vivent en dehors du monde arabe sont largement au courant de tout ceci.

Oana Lungescu, porte-parole de l'OTAN, a dit le 29 novembre que les révélations de Wikileaks sur la présence de missiles nucléaires américains en Europe – principalement aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne – étaient "dangereuses". Pourquoi exactement quelque chose serait dangereux, si c'est un fait bien connu qui n'a été confirmé encore qu'une fois ? Si des révélations antérieures n'ont eu aucun effet, pourquoi ces nouvelles en auraient ? Est-ce que le fait qu'Obama, Sarkozy et les dirigeants chinois aient tous condamné Wikileaks et son créateur fait une différence significative ? La réponse à ces questions est : oui, ces révélations provoquent bien sûr des situations internes désagréables dans le monde entier, et créent des problèmes électoraux et des embarras politiques pour les gouvernements partout – sauf dans un endroit, Israël.

Pas de soucis : Assange vous dira à qui faire confiance

Julian Assange, le "maître en révélation" des conspirations internationales, semble être hautement irrité par les gens qui remettent en question les événements du 11 septembre. Dans un entretien avec le Belfast Telegraph, le 19 juillet 2010, interrogé sur l'attaque du 11/9, il a répondu : "Je suis toujours agacé que des gens soient distraits par de fausses conspirations comme le 11/9, quand nous fournissons des preuves de conspirations réelles, sur la guerre ou sur des fraudes financières massives."

Apparemment, Julian "Robin des Bois" Assange trouve l'histoire de pilotes qui ont foncé, avec leur avion directement dans un gratte-ciel gigantesque plein de citoyens sans méfiance, juste parce qu'un pirate de l'air hystérique tenait un cutter contre leur veine jugulaire parfaitement crédible. Il croit aussi, semble-t-il, que lorsque vous éventrez en avion les étages supérieurs d'un des plus grands immeubles du monde, à l'horizontale, le bâtiment ne va pas seulement s'effondrer spontanément sur son socle, à la verticale, mais sera aussi bien sûr transformé en menue poussière, ne laissant pas même un morceau de débris plus gros qu'une pointe de stylo à bille – à part bien sûr le passeport intact d'un des soi-disant pirates de l'air, qui a été miraculeusement trouvé intact dans les ruines du World Trade Center.

A moins que vous aussi, cher lecteur, ne croyiez aux contes de fée, cela devrait certainement vous faire vous poser quelques questions. Tant pis pour votre crédibilité, M. Assange.

Cui Bono ?

En politique, il y a une règle d'or pour comprendre ce qui peut être la force motrice qui se cache derrière des événements mystérieux et inattendus. Cette règle est connue sous le nom de "Cui Bono", en latin "bon pour qui"

["A qui profite le crime ?", ndt].

Naviguez à travers toutes les sources d'information disponibles sur les dernières révélations de Wikileaks, et essayez de trouver une seule révélation qui fasse réellement du tort à Israël, alors même que tant de documents révélés sont directement ou indirectement reliés aux politiques du Moyen-Orient, et, dans une large mesure, aux affaires israéliennes. Avez-vous trouvé le moindre document qui crée des difficultés au gouvernement de l'entité sioniste, ou même l'embarrasse légèrement ? Réfléchissez, et vous vous rendrez compte que la réponse est un très simple "non".

Ne trouvez-vous pas intéressant ou remarquable que beaucoup des révélations concernant les affaires du Moyen-Orient bénéficient directement à Israël ? Si ça ne vous a pas frappé, relisez-les et pensez-y.

Cui bono ? Israël. Par conséquent, qui est le premier suspect derrière le phénomène "Julian Assange" ? Dites-le moi, ou prouvez-moi juste que je me trompe en me montrant un document Wikileaks qui feraient s'arracher les cheveux à Benjamin Netanyahu et à ses compagnons voyous, ou même les mettraient légèrement mal à l'aise. Mes soupçons se renforcent chaque jour, et l'annonce d'Interpol du 1er décembre selon laquelle Julian Assange est recherché pour une affaire de harcèlement sexuel en Suède ne les écarte pas. Il est évident qu'il est l'homme qui a provoqué la colère de beaucoup de gens au pouvoir, indépendamment du fait qu'il est ou non coupable dans cette affaire de harcèlement. Le problème cependant est qu'aucun de ces personnages au pouvoir n'est israélien, ce qui en dit long. Vous ne mordez pas la main qui vous nourrit, n'est-ce pas, Julian ?

Tariq Shadid

Source : [Ramallah on line](#)

Traduction : MR pour ISM

<http://www.ism-france.org:80/news/article.php?id=14671&type=analyse>

Justin Raimondo : Wikileaks révèle l'influence croissante du crime organisé israélien,

Si les "journalistes" affirment que les documents de Wikileaks n'apportent rien de nouveau, c'est parce qu'ils ne les ont pas lus !

J'adore les voir tous bâiller devant les dernières révélations de Wikileaks : Oh, il n'y a rien d'intéressant, c'est d'un ennuyeux, rien de croustillant, passons à autre chose. Ce sont tout simplement des fainéants : ils veulent des scoops livrés à domicile, bien emballés et étiquetés comme tels. Bref, ils n'ont pas envie de bosser et se contentent de faire leurs copier/coller habituels. C'est pour cela qu'une bonne partie des informations intéressantes sorties de Wikileaks leur échappe.

Par exemple, prenez cet extrait d'un câble daté du 15 mai 2009 – intitulé « Israël : terre promise pour le crime organisé ? » - envoyé par notre ambassade (US) à Tel-Aviv, qui aborde l'influence croissante du crime organisé israélien :

« Récemment, au mois de mars 2009, Zvika Ben Shabat, Yaacov Avitan, et Tzuri Roka ont demandé des visas pour assister à « une convention sur la sécurité » à Las Vegas. Selon les médias locaux, tous les trois sont impliqués dans le CO (Crime Organisé). Post leur a demandé de fournir des casiers judiciaires israéliens, mais en l'absence de telles preuves il n'y a aucun motif pour leur nier les visas pour cause de liens avec le CO.

Par chance, aucun des trois ne s'est représenté pour faire aboutir sa demande. Néanmoins, on peut raisonnablement penser que de nombreux individus connus pour leur appartenance au CO sont détenteurs de visas touristiques pour les Etats-Unis et voyagent librement. »

Que font des figures du crime organisé à une « convention sur la sécurité » à Las Vegas ? Eh bien il semblerait que M. Svika Ben Shabat soit le président de H.A.Sh Security Group, une société israélienne qui offre des services de sécurité dans le monde entier. En fait, ils viennent de signer un accord de partenariat avec le géant indien Micro-Technologies, une société décrite ainsi :

« Micro-technologies a été créée par le Dr P. Shekhar, à qui le gouvernement indien a confié la tâche de développer la technologie et les logiciels en Inde (Premier Pole Technologique en Inde) et sa société s'occupe du développement des technologies et intervient déjà dans de nombreux marchés dans le monde, dont : le Danemark, Bruxelles, Italie, New-York, Japon, Singapour, Afrique du Sud, Kenya, Nigeria, Sri Lanka et ailleurs. La société maîtrise la technologie pour intercepter et suivre les communications à partir des téléphones portables, des véhicules, des locaux, des ordinateurs, des infrastructures et des communications WIFI. »

En d'autres termes, ils sont spécialisés dans les indiscrétions connues aussi sous le nom d'espionnage. Le premier projet du partenariat Micro Technologies/H.A. Sh Security Group est un « centre de commande et de contrôle » construit à Mumbai, en Inde.

En ce qui concerne les spécialités de H.A. Sh Security Group, eh bien il suffit de regarder les vidéos sur YouTube (ici, ici et ici) pour commencer. Et remarquez qui est le président de H.A.Sh Security : le major général à la retraite Dan Ronen en personne, dont le CV est consultable ici :

« 2001-2003 – Police israélienne : Chef de la Division des Opérations, avec le rang de major général, coordination des activités de toutes les unités opérationnelles de la police ; coordination avec le Service de Sécurité Général et les unités de (l'armée israélienne) dans la lutte contre le terrorisme ;
2004-2007 – Police israélienne : commandant de la région nord (la plus grande des régions) ; En charge des relations et de la coordination avec les autorités locales ; En charge de la direction et le commandement des forces armées et des systèmes lors de la seconde guerre du Liban, dans des missions de défense des habitants de la région nord ; Expérimenté dans les domaines de lutte contre le terrorisme et des attentats suicides et

direction des organisations de secours et d'urgence ainsi que la lutte contre la criminalité et les organisations criminelles. »

Le général. Ronan figure comme Président du H.A. Sh Security Groupe, avec M. Ben Shabat, désigné tantôt comme Président, Vice-président et Directeur. Alors la question est : pourquoi est-ce qu'un ex-flic de haut rang est en affaires avec un membre connu de la Mafia Israélienne ?

Ceux qui se posent des questions veulent savoir !

Pire encore, le câble poursuit en regrettant que les figures du crime organisé israélien ne se voient plus systématiquement interdites d'entrée sur le territoire des États-Unis à cause d'un changement de la réglementation. Selon l'auteur du câble, un certain Cunningham, dans une notes en annexe intitulée « le CO (Crime Organisée) passe les mailles du filet consulaire » :

« Etant donné l'influence croissante et les méthodes meurtrières du CO Israélien, Post est très préoccupé que des figures connues du CO puissent entrer sur le territoire des États-Unis. En collaboration avec les autorités policières israéliennes et US, Post a crée une base de données complète et mis sous surveillance les figures du CO et leurs hommes de main. Cependant, les cas des visas mentionnés plus haut montrent que de nouveaux problèmes se posent depuis l'abrogation des Visas Shark en septembre 2008. Contrairement aux organisations de CO de l'ex URSS, d'Italie, de la Chine et d'Amérique Centrale, l'application de l'article INA 212 (a)(3)(A)(ii) contre le CO israélien n'est pas spécifiquement autorisée par le manuel des Affaires Etrangères 40.31N5.3. Ainsi, les Israéliens connus comme travaillant pour (ou appartenant à) des familles du CO ne sont pas automatiquement inéligibles pour voyager aux États-Unis. »

« Visas Shark » était apparemment un programme qui effectivement excluait les figures du CO d'une entrée aux États-Unis, et son abrogation est mentionnée ici : au contraire, l'ambassade doit désormais passer par toute une procédure bureaucratique pour interdire l'entrée à une personne soupçonnée d'appartenir au CO. D'abord, le fonctionnaire du consulat doit déterminer si un « soupçon raisonnable » existe pour assimiler le demandeur de visa à un membre du crime organisé, et ensuite le dossier est passé au Département d'Etat, au service "Office of Legislation, Regulations, and Advisory Assistance", qui déterminera s'il existe « un motif pour penser » que le demandeur de visa est bien ce dont on le soupçonne. Il y a toute une liste de « motifs pour penser », dont : « Connaissance d'appartenance de l'individu... oeuvrant activement au service des objectifs de l'organisation qui laisserait penser qu'il existe un lien étroit ; Bénéficiaire d'un soutien financier ou d'une reconnaissance de la part de l'organisation ; Appartenance reconnue par un tribunal compétant ; Déclaration des autorités policières locales ou US que l'individu en est membre ; Réunions fréquentes avec d'autres membres ; Affichage volontaire des symboles de l'organisation ; et participation aux activités de l'organisation, y compris légales ; »

C'était pourtant grâce aux articles de presse que l'auteur du document a pu déterminer les connexions entre Ben Shabat, Avitan, Roka et le Crime organisé. Est-ce suffisant comme « motif pour penser » ? Il faut poser la question au bureau du "Office of Legislation, Regulation, and Advisory Assistance" – c'est ce que notre ambassade à Tel-Aviv (et même toutes nos ambassades à travers le monde) doivent faire avant de pouvoir refuser un visa pour un tel motif.

D'ailleurs, la mafia israélienne n'a jamais eu de difficultés dans le passé pour entrer aux États-Unis – ni pour faire sentir sa présence. Selon Carl Cameron, de Fox News, le 17 décembre 2001 (source) :

« Los Angeles, 1997, une grande enquête menée par les autorités locales et fédérales tourne court. Les suspects : le crime organisé israélien opérant à New York, Miami, Las Vegas, Canada, Israël et Égypte. Les accusations : trafic de cocaïne et d'ecstasy, et des fraudes sophistiquées aux cartes de crédit.

Le problème : selon un document classifié des forces de sécurité et obtenu par Fox News, les méchants surveillaient les téléphones portables, les beepers et même les téléphones fixes des flics. Certains qui ont été arrêtés ont avoué qu'ils détenaient des centaines de numéros et s'en servaient pour éviter une arrestation. Les communications entre les détectives du LAPD (Police de Los Angeles) et d'autres forces de police travaillant sur différents aspects de cette affaire ont ainsi été compromises. L'organisation a pris connaissance des communications entre les différents services de police, du FBI et des services de renseignement. Une onde de choc a traversé le DEA (agence de lutte antidrogue) jusqu'au FBI à Washington, pour finir à la CIA. Une enquête sur ce problème, selon des documents officiels, a conclu que « l'organisation a apparemment accès aux bases de données pour trouver des informations personnelles et biographiques pertinentes. »

Le secteur militaire hi-tech israélien est un plein boom alors que le monde connaît une crise économique, et ils se sont engouffrés tête première dans l'industrie de « sécurité intérieure US » (Homeland Security), comme pourrait vous le dire le Gouverneur Rendell de la Pennsylvanie.

C'est Rendell qui les avait embauchés pour superviser la sécurité de la Pennsylvanie – jusqu'à ce que l'on découvre qu'ils espionnaient des groupes légaux qui protestaient contre la construction d'une centrale. Les sociétés de « sécurité » israéliennes opèrent sur tout le territoire des États-Unis, et à l'étranger aussi, dans les aéroports, et dans les administrations du gouvernement, et si le crime organisé est partie prenante dans cette industrie en pleine croissance, alors cela pose - ou devrait poser - un sérieux problème en termes de sécurité. Le documentaire en quatre parties de Cameron pour Fox News sur l'espionnage israélien aux États-Unis laissait entendre l'existence d'un lien entre le gouvernement israélien et la mafia israélienne. Grâce à Wikileaks, le lien est désormais visible.

La connexion entre le gén. Ronen et Ben Shabat, par le biais du H.A.Sh Security Group, montre que le reportage de Cameron ne se basait pas uniquement sur de simples soupçons. Avec les nouvelles informations fournies par ce document, il est raisonnable de penser qu'un secteur corrompu de l'armée et de la police israélienne est littéralement en affaires avec le crime organisé israélien.

Si tout ça ne vous fait pas peur – et mériterait d'être diffusée – alors je ne comprends plus rien. Et pourtant nos larbins et « journalistes » aux bras cassés – qui veulent que l'information leur soit livrée sur un plateau – se plaignent qu'il n'y a rien de nouveau dans les documents de Wikileaks.

Mais ça c'est parce qu'ils ne les ont pas lus.

Justin Raimondo (Antiwar.com)

<http://original.antiwar.com/justin/...>

Traduction VD pour le Grand Soir, avec probablement toutes les erreurs et coquilles habituelles

URL de cet article 12152

<http://www.legrandsoir.info/Wikileaks-revele-l-influence-croissante-du-crime-organise-israelien-Antiwar-com.html>

Eric Walberg : Les activités de la mafia israélienne représentent une préoccupation sérieuse tant pour la CIA que pour le Département d'Etat...

Il n'est pas exact (non plus) d'affirmer que rien de négatif ne serait révélé sur Israël (voir plus bas certains passages d'un article récent de Justin Raimondo). Ce que montrent les fuites diplomatiques US très réservées relatives à Israël, c'est la peur que les diplomates US ont de dire quoi que ce soit de négatif au sujet d'Israël. Cela montre aussi, vraisemblablement, que le contrôle israélien virtuellement sur l'ensemble des réseaux de communication des Etats-Unis (étant entendu que les Israéliens ont sans doute mis au point des réseaux encore plus sécurisés, les leurs, pour assurer des échanges aussi « sensibles ») a quelque chose à voir avec ce qui a été (ou non) fini par faire l'objet d'une fuite. Par leur nature, les fuites conduisent à davantage de questions, et non pas à davantage de réponses.

Les activités de la mafia israélienne représentent une préoccupation sérieuse tant pour la CIA que pour le Département d'Etat, comme cela a été révélé par les fuites éditées par WikiLeaks en novembre 2010. Un télégramme diplomatique en date du 15 mai 2009, intitulé « Israël : une Terre promise pour le crime organisé ? » envoyé par l'ambassade US de Tel-Aviv fait référence à de gros bonnets de la mafia tentant d'obtenir des visas afin d'aller assister à un « congrès sur des questions de sécurité » à Las Vegas. L'on y lit : « Zvika Ben Shabat, Yaacov Avitan et Tzuri Roka ont demandé des visas... beaucoup de personnages repérés comme OC (Organized Crime, dans la terminologie du FBI, ndt) connus sont détenteurs de visas de tourisme en cours de validité qui leur permettent d'entrer aux Etats-Unis et de s'y déplacer en toute liberté ». Zvika Ben Shabat est le PDG de H. A. Sh. Security Group, une joint-venture avec le géant indien Micro-Technologies, qui est en train de construire un « centre de commandement et de contrôle » à Bombay, métropole indienne qui fut le théâtre de l'attentat contre la Maison des (juifs) Habad.

Ils exportent des technologies de sécurité aux fins d'identification et de monitoring de téléphones cellulaires, de véhicules, de structures, d'ordinateurs, d'infrastructures et de technologies WIFI tant vers l'Europe que vers l'Afrique. Le président d'H. A. Sh. Security est un général (israélien) à la retraite, Dan Ronen, qui dirigeait l'ensemble des forces et des systèmes (logistiques) (de l'armée israélienne) lors de l'invasion du Liban de l'été 2006. Beaucoup de ces membres du « crime organisé » « se fauillent par les failles des réseaux consulaires ». Le crime organisé israélien opère à New York, à Miami, à Las Vegas, au Canada, en Israël et en Egypte en particulier dans le trafic de la cocaïne, de l'ecstasy, des cartes de crédit et des ordinateurs. Une enquête fédérale et de l'Etat américain, menée à Los Angeles en 1997, a tourné court du fait que c'était des dealers de drogues israéliens qui assuraient le monitoring des communications de la police...

Par la suite, une enquête de la CIA se concluait en ces termes : « L'organisation (= la mafia israélienne, ndt) a un accès manifeste et global aux systèmes de bases de données, ce qui lui permet d'identifier les personnels ad hoc et d'obtenir à leur sujet des informations d'ordre biographique ». Le lien intime entre les hauts politiciens israéliens et la mafia, en particulier dans le domaine des technologies des communications sécurisées aujourd'hui utilisées dans le monde entier expliquent l'immense pouvoir dont jouit aujourd'hui Israël pour poursuivre des plans échappant totalement au contrôle des Etats-Unis tout en jouissant de tout l'éventail des moyens administratifs locaux américains (US soft power) visant à déjouer toutes les tentatives que le gouvernement des Etats-Unis serait susceptible d'exercer sur Israël afin de lui imposer de se plier à un quelconque "agenda" américain...

<http://ericwalberg.com> <<http://ericwalberg.com/>>

Al-Ahram HEBDO -

Semaine du 8 au 14 décembre 2010, numéro 848

Agathe Heintz : Israël épargné par Wikileaks, Abbas dans l'embarras,

Une note américaine laisse entendre que Benjamin Netanyahu était disposé à faire des concessions dans le processus de paix israélo-palestinien.

REUTERS/Gali Tibbon/Pool

Les révélations du site de Julian Assange apportent un éclairage parfois embarrassant pour les acteurs du conflit israélo-palestinien.

Depuis le 28 novembre, le site de Julian Assange Wikileaks met à jour des révélations, parfois croustillantes, sur les coulisses de la diplomatie mondiale.

Parmi la masse de notes américaines diffusées, un certain nombre évoquent le Proche-Orient.

L'Egypte et Abbas étaient au courant de l'assaut sur Gaza

Les Palestiniens de Cisjordanie et les Egyptiens ont été informés de l'[offensive israélienne](#) de 2008-2009 dans la bande de [Gaza](#), selon une note de l'ambassade des États-Unis à Tel-Aviv. En 2009, "Ehud Barak a expliqué que le gouvernement israélien avait eu des consultations avec l'Égypte et le Fatah, leur demandant s'ils étaient prêts à prendre le contrôle de la bande de Gaza après que le Hamas aura été défait", rapporte le site de [Time](#). "Ehud Barak a reçu une réponse négative".

Le document mentionne aussi la poursuite du "dialogue" entre Israël d'un côté, l'Égypte et le Fatah de l'autre, au cours de l'opération.

"Personne ne nous a consultés, et c'est la vérité", a rétorqué cette semaine un négociateur palestinien. "Israël ne consulte pas avant de faire la guerre." De leur côté, les autorités égyptiennes s'abstiennent de tout commentaire. Mais un porte-parole du Hamas a déclaré: "Nous n'excluons pas que le Fatah et l'Autorité palestinienne aient pu contribuer d'une façon ou d'une autre à la guerre contre Gaza pour des raisons politiques, par exemple pour faire tomber le mouvement Hamas et reprendre le contrôle (du territoire)."

Agathe Heintz,

publié le 02/12/

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/israel-epargne-par-wikileaks-abbas-dans-l-embarras_941802.html#xtor=AL-447

Irak

Sarkozy avait évoqué un engagement en Irak, selon WikiLeaks

Nicolas Sarkozy avait confié à des responsables américains en 2006, avant son élection à l'Élysée, qu'il pourrait « peut-être » envoyer des soldats français en Irak dans le cadre d'une force internationale, selon un télégramme diplomatique diffusé par WikiLeaks et publié mardi soir sur le site internet du quotidien Le Monde.

Lors d'une visite à Paris du ministre américain de la Justice du président George W. Bush, Alberto Gonzalez, « Sarkozy a déclaré que la France et la communauté internationale allaient devoir aider les Etats-Unis à résoudre la situation en Irak. Peut-être en remplaçant l'armée américaine par une force internationale », écrivait alors l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris.

Les diplomates américains présentent dans leurs télégrammes Nicolas Sarkozy comme le président français « le plus pro-américain depuis la Seconde Guerre mondiale », dont ils saluent « le libéralisme, l'atlantisme et le communautarisme ».

Ils précisent que Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur de Jacques Chirac, avait déclaré dès le 1er août 2005 aux Américains qu'il serait candidat à la présidentielle de 2007, seize mois avant qu'il ne l'annonce au peuple français. Après l'élection de ce candidat « instinctivement pro-américain et pro-israélien » à l'Élysée, l'ambassade note que « l'héritage juif de Sarkozy et son affinité pour Israël sont célèbres » et ajoute qu'il vient de nommer au Quai d'Orsay Bernard Kouchner, « le premier ministre des Affaires étrangères juif de la Ve République ». D'autres télégrammes diplomatiques américains affirment que « personne ne peut dire non » au président français, d'autres évoquent son « mauvais caractère » et le décrivent comme « frénétique » ou « impulsif ».

Reuters

décembre 1st, 2010

Posted in [Evènements](#)

<http://www.inversalis-productions.eu:80/blog/2010/12/sarkozy-avait-evoque-un-engagement-en-irak-selon-wikileaks/>

Moubarak a suggéré un "dictateur équitable" pour diriger l'Irak,

"Oubliez la démocratie, les Irakiens sont par nature trop durs", considère le président égyptien dans un câble diplomatique publié par WikiLeaks.

Le président égyptien a suggéré à Washington de laisser s'installer un "dictateur équitable" en Irak, et dit que son pays pourrait engager un programme nucléaire militaire si l'Iran se dotait de l'arme atomique, selon un câble diplomatique publié sur WikiLeaks lundi 29 novembre.

Ces propos figurent dans un compte-rendu fait par l'ambassade des Etats-Unis au Caire après une rencontre en mai 2008 entre Hosni Moubarak et une délégation de parlementaires américains.

Hosni Moubarak donne sa recette pour que l'Irak se stabilise cinq ans après la chute du régime de Saddam Hussein: "renforcez les forces armées, relâchez votre emprise, et il y aura un coup d'Etat. Alors vous aurez un dictateur, mais quelqu'un d'équitable".

"Oubliez la démocratie, les Irakiens sont par nature trop durs", a-t-il encore conseillé à ses interlocuteurs américains, selon ce télégramme diplomatique publié par le site WikiLeaks.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101130.OBS3916/wikileaks-moubarak-a-suggere-un-dictateur-equitable-pour-diriger-l-irak.html>

Liban

Les USA œuvrent pour priver d'armes Hamas et Hezbollah,

Washington s'emploie discrètement à empêcher la fourniture d'armes iraniennes et syriennes à des organisations islamistes au Proche-Orient, écrit mardi le Guardian, en citant des télégrammes diplomatiques américains divulgués par le site internet WikiLeaks.

Les Etats-Unis, qui dans nombre de cas bénéficient de renseignements fournis par Israël, font pression sur les gouvernements des pays arabes pour qu'ils ne coopèrent en rien à la contrebande d'armes destinées au Hamas palestinien ou au Hezbollah libanais, écrit le journal britannique.

Ces télégrammes participent d'un ensemble de 250.000 mémos diplomatiques obtenus par le site WikiLeaks et communiqués voici un peu plus d'une semaine à cinq grandes publications occidentales: outre le Guardian, Le Monde, El Pais, le New York Times et l'hebdomadaire allemand Der Spiegel.

Ainsi, selon certains mémos du département d'Etat, Washington avait demandé en janvier 2009 aux autorités soudanaises de ne pas autoriser la livraison d'armes iraniennes censées être fournies au Hamas dans la bande de Gaza, au moment de l'offensive israélienne qui fit 1.400 morts côté palestinien.

L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le sultanat d'Oman et le Tchad avaient, de même, été informés des projets iraniens et Washington les avait avertis que toute livraison d'armes serait une violation des résolutions de l'Onu interdisant les exportations iraniennes d'armes, continue le Guardian.

ENTRAVER DES LIVRAISONS IRANIENNES

En mars 2009, la chaîne américaine CBS avait rapporté que des appareils israéliens avaient attaqué deux mois plus tôt un convoi d'armes présumées au Soudan, faisant plus de 30 morts, dans le but d'empêcher des livraisons au Hamas.

Selon les mémos du département d'Etat, Khartoum avait alors en privé accusé Washington d'avoir mené deux raids aériens dans l'est du Soudan: l'un en janvier 2009, qui avait fait 43 morts et détruit 17 véhicules, et un autre le 20 février de la même année, qui avait fait 45 morts et détruit 14 véhicules.

En mars 2009, les Etats-Unis avaient informé la Jordanie et l'Egypte de nouveaux projets iraniens d'envois d'armes en Syrie, d'où elles devaient être expédiées au Soudan et de là au Hamas, écrit le Guardian.

Washington avait demandé à ce que les avions impliqués dans ces livraisons soient contraints d'atterrir pour être inspectés, ou bien à ce qu'on les frappe d'interdictions de survol. Les mémos ne disent pas si, au bout du compte, ces livraisons-là avaient pu avoir lieu.

En avril 2009, le ministre égyptien de l'Intérieur, le général Habib el Adli, a été selon les câbles diplomatiques américains à l'origine du démantèlement d'une cellule du Hezbollah dans le Sinaï et il a pris des "mesures pour perturber l'acheminement d'armes iraniennes du Soudan vers Gaza, via l'Egypte", lit-on dans le Guardian.

A la fin de ce mois-là, le chef des services de renseignement égyptiens, Omar Soleiman, avait déclaré aux Américains que Le Caire "réussissait" à empêcher l'Iran de fournir un soutien financier au Hamas, continue le Guardian.

7 décembre

(Reuters) -

(Adrian Croft, Eric Faye pour le service français)

((Service Informations générales. Tel 01 49 49 53 34. Reuters Messaging:

eric.faye.reuters.com reuters.net))

<http://www.euroinvestor.fr/news/story.aspx?id=11467614>

Nepal

Bernard Fischer : Le lobby Népalais.

Wikileaks n'est ni un parti, ni un gouvernement, ni Dieu, ni le diable, c'est un média électronique alternatif.

Wikileaks écrit peu. Wikileaks fait du copiage et du collage, comme nous, comme tous les médias électroniques. Son originalité, ce sont bien sûr ses sources d'information.

Du point de vue d'un certain nombre d'observateurs attentifs, il y a très peu de messages de Wikileaks relatifs à Israël et de ce petit nombre de messages, ils en tirent des conclusions paranoïaques.

Un autre internaute faisait avant moi très justement la comparaison entre Israël et le Népal. Lisez les messages des conspirationnistes et remplacez systématiquement le mot "Israël" par le mot "Népal". Wikileaks ne parle pas du Népal et les conspirationnistes connaissent les raisons de cette absence de messages. Il y a un lobby népalais très important aux Etats Unis, il interdisait la diffusion des messages relatifs au Népal et Wikileaks respectait cette interdiction.

Il y a bien sûr d'autres raisons beaucoup plus matérielles. Il y a un système de classification des archives du département d'Etat des Etats Unis en quatre catégories distinctes, de la plus normale à la plus secrète.

L'informateur ou les informateurs de Wikileaks ont accès et diffusent les informations normales, les informations relatives à Israël sont dans les informations secrètes et les informateurs de Wikileaks ne diffusent pas les informations secrètes.

La question la plus importante est donc, d'abord et avant tout pour le gouvernement des Etats Unis lui même, la question de l'identité de la source de Wikileaks et cette source est bien sûr une source interne du département d'Etat des Etats Unis.

Il y a de ce point de vue beaucoup de points communs entre l'affaire Wikileaks et d'autres évènements importants de la vie et de l'histoire politique intérieure des Etats Unis, de sa diplomatie et de ses guerres impérialistes. Il y a beaucoup de points communs entre l'affaire Wikileaks et la publication des "Pentagon Papers" contre la guerre du Vietnam, le scandale du Watergate contre Nixon et bien sûr les évènements du 11 septembre 2001 à New York

et à Washington ou bien l'affaire de l'anthrax en 2001. Dix ans plus tard, après des dizaines de sites et de livres et des centaines de milliers de pages, nous n'en savons pas beaucoup plus.

Wikileaks est un média alternatif. Il faut une campagne internationale des professionnels des médias et des citoyens du monde pour la défense et pour l'arrêt de toutes les poursuites contre Wikileaks et tous les médias alternatifs.

Bernard Fischer

Mercredi 8 décembre 2010

<http://fischer02003.over-blog.com/>

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Ahmed BENSAAIDA : Et si Wikileaks n'était qu'une vaste supercherie médiatique ?

Je ne suis pas nécessairement un fervent adepte de la théorie du complot, mais je dois avouer qu'il y a quelque chose qui me dérange dans ce monumental déballage d'informations supposées être secrètes par le site Wikileaks. Un vrai scénario dans la pure tradition hollywoodienne. D'ailleurs, il n'est pas impossible que cette histoire soit bientôt adaptée à l'écran.

D'abord, il y a le « héros »

Le coupable présumé de cette fuite massive d'informations est un jeune féru d'informatique qui a fait sauter tous les verrous sécuritaires de la diplomatie américaine et qui nous offre sur un plateau 251 287 documents de la plus haute importance par l'intermédiaire de CD de Lady Gaga [1,2]. Et pour donner une touche mélodramatique, on nous apprend que le jeune en question est homosexuel, incompris et rejeté par son entourage, qu'il est frustré de la société en plus d'être issu d'une famille monoparentale. Tout un personnage.

Ensuite, il y a la forme

Inaccessible pour le commun des mortels depuis la première mise en ligne de ces nouveaux documents, Wikileaks fait affaire avec cinq journaux. On peut lire dans « Le Monde » du 29 novembre 2010 : « Ces publications s'effectuent en collaboration avec les rédactions du New York Times (États-Unis), du Guardian (Grande-Bretagne), d'El Pais (Espagne), du Spiegel (Allemagne) et du Monde pour la France, dont les journalistes ont commencé à analyser et synthétiser les informations contenues dans ces câbles, en fonction de leur importance » [3]. Mais pourquoi seuls cinq journaux « occidentaux » sont impliqués dans ce déballage ? Le Monde nous explique que « En octobre, nous (i.e. Le Monde) avons rejoint trois journaux, le New York Times, le quotidien britannique The Guardian et l'allemand Der Spiegel, déjà partenaires de Wikileaks dans la diffusion d'une première vague de documents militaires américains sur l'Afghanistan, en juillet, pour pouvoir analyser par nous-mêmes une nouvelle masse de documents du Pentagone livrés à Wikileaks, cette fois sur l'Irak, et offrir aux lecteurs francophones notre propre expertise » [4]. Mais alors pourquoi Wikileaks ne fait pas affaire avec des médias arabes, chinois, brésiliens ou indiens ? Serait-ce pour leur absence d'intégrité ou leur manque de compétence ?

On nous apprend aussi que les cinq journaux ont travaillé sur les mêmes documents bruts et que le « New York Times (qui est en première ligne), a informé les autorités américaines des télégrammes qu'il comptait utiliser, leur proposant de lui soumettre les préoccupations qu'elles pourraient avoir en termes de sécurité ». Des documents secrets qui sont supposés discréditer l'administration américaine seraient soumis à l'approbation des mêmes autorités américaines. Comprenez-vous quelque chose ? J'avoue que j'ai quelques difficultés. Ou alors, il est vrai que Wikileaks s'embourgeoise comme le remarque le site « Kitetoa », spécialisé dans les libertés individuelles et la sécurité informatique [5].

Il est clair que pour l'administration américaine, la publication de ces documents par Wikileaks est « illégale » [6]. D'où vient alors sa légalité lorsque ces mêmes informations sont publiées par les cinq journaux ? Est-ce parce que la publication a reçu la bénédiction des autorités américaines ? Dans ce cas-là, il y a de sérieuses questions à se poser au sujet de l'indépendance de la presse et de sa liberté d'expression. Cela va même à l'encontre de l'esprit frondeur et libertaire qui est le fondement de Wikileaks. D'autre part, les cinq journaux,

qui ont mobilisé pas moins de cent-vingt journalistes pour la tâche, ont soigneusement retiré tous les noms et indices pouvant identifier les personnes. Les télégrammes publiés sont classés « secrets », « confidentiels » ou « non classifiés ». Aucun d'entre eux n'est classé « Top Secret » [7]. Est-ce de la censure ou de l'autocensure ? Peut-on parler de médias « embedded » même s'ils ne sont pas physiquement sur un quelconque front ?

Finalement, il y a le fond

Les informations divulguées par les médias « embedded » ont une portée différente selon les personnes ou les situations dont elles traitent. Intéressons-nous tout d'abord aux « grands » de ce monde. Sarkozy est « susceptible et autoritaire », Berlusconi « incapable et inefficace », Merkel « évite de prendre de risques et manque souvent d'imagination », Poutine et Medvedev sont qualifiés de « Batman et Robin » [8]. Même si les adjectifs sont quelque peu irrévérencieux, il n'y a pas de quoi fouetter un chat. On est à des années-lumière de ce qui se publie régulièrement dans les journaux des propres pays de ces leaders. La preuve de la bénignité de ces qualificatifs est qu'aucun de ces dirigeants ne s'est offusqué des paroles, bien au contraire. Ils ont assuré les américains de leur soutien et ont fustigé Wikileaks [9]. D'un autre côté, Chavez est traité de « fou », Karzai d' « extrêmement faible » et Erdogan d'« islamiste assoiffé de pouvoir, certes pragmatique mais sans vision » qui « hait tout simplement Israël » [8, 10]. Un planisphère interactif parsemé de points blancs indiquant les pays cités dans les documents secrets a été publié par le Guardian [11]. La concentration de points blancs indique clairement que les lumières ont été focalisées sur le Moyen-Orient et la région du Golfe. Ainsi, de l'avis de tous les observateurs, ce sont les relations de l'Iran avec ses voisins arabes qui sont la cible principale de ces premières divulgations. Publier les propos incendiaires contre l'Iran émanant du roi d'Arabie Saoudite, du roi du Bahreïn, du ministre émirati des Affaires étrangères, du premier ministre qatari, du prince héritier d'Abou Dhabi et du président égyptien [12] ne peut être considéré comme un acte innocent, dicté par un simple devoir journalistique et dénué de toute arrière-pensée politique. Y ajouter des informations sur la relation Iran-Hezbollah [13] et de l'acquisition de l'Iran auprès de la Corée du Nord de « missiles de technologie avancée lui permettant d'atteindre l'Europe occidentale » [14] et le battage médiatique est consommé.

Par contre, il est étonnant de ne rien lire sur les dirigeants israéliens, par exemple. Sont-ils considérés comme des Américains, donc non sujets à des critiques ou, alors, l'information a été bloquée par certains filtres ? Et qu'en est-il du massacre de Gaza, du pilonnage du Liban, du raid meurtrier contre la flottille de la paix ou de l'assassinat de Rafik Hariri ? Le mutisme des diplomates américains à ce sujet est très éloquent, c'est le moins qu'on puisse dire. Ne nous avait-on pas pourtant promis 251 287 documents ? À moins qu'ils ne parlent tous du même sujet.

Ahmed Bensaada

Docteur en physique

Montréal (Canada)

<http://www.ahmedbensaada.com/>

Références

1. <http://www.lejdd.fr/International/A...>
2. <http://www.wired.com/threatlevel/20...>
3. <http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2...>
4. <http://www.lemonde.fr/international...>
5. <http://www.kitetoa.com/Pages/Textes...>
6. <http://www.abc24.com/news/national/...>
7. <http://www.20minutes.fr/article/630...>
8. <http://www.lemonde.fr/documents-wik...>
9. <http://www.lemonde.fr/international...>
10. <http://www.lemonde.fr/documents-wik...>
11. <http://www.guardian.co.uk/world/int...>
12. <http://iran.blog.lemonde.fr/2010/11...>
13. <http://www.lemonde.fr/international...>

3 Les brèves

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

3-1 Erdogan soupçonne Wikileaks:"Les Etats-Unis cherchent la discorde".

Le Premier ministre turc Recep Tayib Erdogan a attaqué avec virulence l'administration américaine à la suite de la publication par le site Wikileaks des câbles diplomatiques secrets américains, l'accusant de chercher à semer la division, et s'engageant à démissionner s'il s'avère qu'il possède un sou dans les banques suisses, comme l'accuse Wikileaks.

« Semer la division n'a rien à voir avec la diplomatie. Washington doit punir ses diplomates, parce que le diplomate menteur ne doit pas rester à sa place », a-t-il dit, qualifiant de « fabrications » les documents publiés. Dans un discours prononcé à Ankara, Erdogan s'est dit triste de la situation des Etats-Unis. « Regardez la situation des services de renseignements d'un pays comme les Etats-Unis. C'est leur problème et non pas le nôtre. Nous sommes à l'aise, et ceux qui nous accusent d'avoir commis des actes que nous n'avons pas faits seront écrasés par leurs propres fabrications (...) », a-t-il conclu.

Auparavant, le responsable turc s'était abstenu de commenter les documents de Wikileaks, appelant depuis la capitale libyenne où il était en visite à « attendre ce que le site va faire sortir encore pour tester son sérieux, parce que nous doutons du sérieux de ces documents. Ensuite, nous évaluerons et nous commenterons les propos publiés ».

De son côté, le Président turc Abdallah Gul a soupçonné depuis le Kazakhstan la présence d'un objectif derrière la publication de ces documents, qui selon lui ont été triés: "Attendons pour voir le reste. De toute façon, j'attends pour voir les documents sur Israël », a-t-il précisé.

Selon le quotidien turc Radical, les propos de Gul laissent entendre que les documents ont été manipulés, de façon à laisser « Israël » loin de toute accusation, et placer la Turquie toute seule dans le front de défense de l'Iran dans la région, afin de la dissuader et de la pousser à adopter la même position que l'Egypte, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et la Jordanie, qui sont tous favorables à une frappe contre l'Iran.

02/12/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=164175&language=fr>

4 Dossier

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

4-1 Une cyber-guerre pour défendre WikiLeaks en cours, dit un hacker.

Une 'cyber-guerre' est en cours pour défendre WikiLeaks et de nouvelles attaques informatiques sont à attendre contre ceux qui s'en prennent au site spécialisé dans la divulgation de documents secrets, a averti jeudi le porte-parole anonyme d'un groupe de 'hackers'.

"Anonymous prend principalement pour cible les sociétés qui ont décidé pour on ne sait quelle raison de ne plus traiter avec WikiLeaks", a-t-il déclaré à une radio de la BBC, citant Amazon, MasterCard, Visa et PayPal.

"La campagne n'est pas terminée, elle continue de battre son plein. Des gens nous rejoignent, de plus en plus de gens téléchargent l'outil 'botnet' qui permet de commander des attaques de 'dénis de service'", a-t-il ajouté.

Le déni de service fait appel à des 'botnets' ou machines zombies, vastes réseaux d'ordinateurs infectés par un virus ou dotés d'une application qui submerge le site visé de requêtes simultanées.

Se faisant appeler "Coldblood" (sang-froid), le porte-parole, à l'accent anglais, a déclaré qu'il était un ingénieur informatique âgé de 22 ans.

Des pirates informatiques se sont attaqués mercredi aux sites des deux plus grands fournisseurs de cartes de crédit MasterCard et Visa en représailles à leur suspension des transferts de fonds en faveur de WikiLeaks.

"Je vois ça comme une guerre en train de naître, mais pas une guerre conventionnelle. C'est une guerre informatique. Nous essayons de préserver un internet libre et ouvert à tous, comme internet a toujours été", a déclaré le porte-parole.

Le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, est détenu à Londres en application d'une demande de la Suède, pays où il est accusé de viol après la plainte d'une jeune femme avec laquelle il a eu un rapport sexuel non protégé.

Le site internet du gouvernement suédois a été interrompu pendant une courte durée pendant la nuit, rapporte à Stockholm le journal Aftonbladet.

Reuters,

publié le 09/12/2010 à 12:18

4-2 Pierre Bellefeuille : Wikileaks, un programme secret ?

Il semble se créer depuis quelque temps tout un « buzz » autour de Wikileaks. Par nature, je me méfie de tout « buzz » amplifié par les médias de masse.

Quelle est la véritable nature de Wikileaks ? On y laisserait ressortir des documents compromettants pour les pouvoirs dominants de la planète, dont les États-Unis, et ce, par centaines de milliers de documents. Ce n'est pas peu dire ! Les médias de masse reprennent instantanément les infos Wikileaks, ils publient sans recul, alors que les bases mêmes de la rigueur journalistique voudraient qu'on valide chaque source. Qui a le temps de valider des centaines de milliers de documents, à la vitesse où l'information doit circuler de nos jours ? Les médias sont placés dans une situation d'hypercompétitivité où on a de moins en moins le temps de classer et valider les informations, la nouvelle à sensation divertie et dissout assurément l'analyse critique.

J'ai visité le site Wikileaks pour la toute première fois hier. Tiens donc on aurait eu le temps de classer par catégorie des centaines de milliers de documents ! Intéressant ! Cela nécessite certainement une très grande coordination, et une gestion centralisée pour ne pas perdre la rigueur de classification, ce qui n'est pas en soi un travail d'amateur ! Pour les sources, il me semble qu'on doit être très au fait de tout ce qui se passe sur notre belle planète au niveau diplomatique, ce qui ne pourrait provenir que de quelques centres très précis d'où il serait difficile de laisser sortir autant d'information. Pourquoi ces infos sortent-elles tout d'un coup ? Je ne crois pas au hasard, ni à la bonne volonté de quelques bien intentionnés individus à l'égard de la communauté internationale. Peut-être que je fais erreur ici et que je ne comprends rien à tout ça.

Si on va sur Wikipedia, on nous donne quelques informations sur Wikileaks.

On nous dit que Wikileaks a des serveurs sur des territoires protégés ! Hum ! Dans ce contexte, qui peut prétendre être protégé dans ce monde ? L'histoire démontre très bien que nul n'est protégé lorsque vient le temps de renverser un gouvernement pour servir les intérêts des prédateurs néoimpériaux.

Des documents en apparence compromettants

Depuis quelques jours, on laisserait sortir des documents apparemment très compromettants, annoncés plusieurs mois d'avance, nuisant à la sécurité de milliers de personnes, dont des ambassadeurs, risquant de dégrader les relations diplomatiques internationales. Enfin, ces infos sur le plan stratégique ne sont-elles pas tout aussi dangereuses que le prétendu danger que représentait Saddam Hussain ? On a pendu Saddam sans aucune pudeur ! Avec les moyens que les superpuissances ont à leur disposition, il me semble qu'il leur serait relativement facile de neutraliser Wikileaks, je présume.

Dans les faits, les médias nous ont inondés de banals potins, rien de plus ! Pourtant, l'administration américaine crie au crime. Ça ne surprendra personne. Quel est l'effet recherché ? Entretenir la peur des réseaux sociaux ? Mieux contrôler la libre information ?

Cela dit, aurait-on des objectifs autres que ceux ouvertement affichés par les dirigeants de Wikileaks ? Un de ces objectifs serait de révéler au monde le vrai visage des politiques étrangères des États-Unis. Face à cet objectif et aux informations présentées sur Wikileaks, les gens de pouvoir martèlent le message que cela porte atteinte à la sécurité du monde, comme si eux-mêmes étaient garants de cette sécurité, alors qu'ils ont tout mis en place pour une véritable économie de guerre, telle que celle que nous connaissons depuis le 11 septembre 2001. Ils saignent véritablement plusieurs populations de la planète sans qu'aucun organisme ne puisse équilibrer ou arbitrer les rapports de force. Le libre arbitre d'une superpuissance et ses alliés prévaut sur tout le reste.

Et si Wikileaks n'était qu'un outil mis en place pour insérer l'idée que la libre information peut être dangereuse ! Pour mieux le comprendre, on doit lire « L'Utopie de la communication » écrit par Philippe Breton, dans lequel on décrit très bien par quels mécanismes une population donnée peut se retourner contre son propre gouvernement lorsque celui-ci n'arrive plus à justifier ses propres guerres.

Dans un contexte d'après crise économique où on force plusieurs gouvernements à sabrer sauvagement dans leurs programmes sociaux, les justifications de la trop coûteuse guerre préventive s'essoufflent un peu partout, certains gouvernements ont tout intérêt à s'assurer de ne pas perdre l'appui de leur population respective.

Monsieur Breton nous dit à la page 136 de son livre : « ...il est tout aussi certain que les réseaux de demain pourront servir à fichier les gens et à réduire les libertés. Il n'y a donc aucune contradiction à dénoncer à la fois le caractère illusoire, abstrait et transitoire des projets utopiques en matière de communication et à en dénoncer les applications qui ne manqueront pas de survenir, quand elles ne sont pas déjà parmi nous. »

L'exemple de la guerre du Vietnam est un bon exemple, la population civile qui avait une conscience aiguë des maux reliés à cette guerre a changé graduellement d'opinion forçant le gouvernement des États-Unis à abandonner cette guerre.

Je ne peux pas prouver ce que j'avance ici, mais il se pourrait très bien que les centrales d'intelligence, dont la CIA et autres se servent de Wikileaks pour supporter d'éventuels projets législatifs cherchant à mieux contrôler la libre circulation des informations sur internet. Si j'ai raison, on préparerait donc les populations à accepter une plus grande censure des canaux d'information internet en laissant croire que la libre information menacerait la sécurité du monde. Une nouvelle chasse aux sorcières serait peut-être en train de naître.

La réalité fabriquée

Tout aussi éclairant. Nous devrions tous avoir en mémoire « La manufacture du consensus » écrit par Noam Chomsky, lequel démontre sans équivoque les astuces utilisées pour amener les populations à croire les versions fabriquées dans les médias de masse, servant les intérêts des élites politiques, des multinationales, etc.

Les stratèges des multinationales et des politiciens ne manquent pas de souffle et ont souvent plusieurs stratégies simultanément. C'est Karl Rove, ancien stratège sous l'administration Bush qui disait en parlant des États-Unis : « les États-Unis sont si puissants qu'ils ne se contentent pas de la réalité, ils la fabriquent ». Une autre hypothèse associée à Wikileaks pourrait être une tentative de déstabiliser le monde dans son ensemble justement pour justifier une plus grande économie de guerre, voire le déclenchement d'un conflit plus large à l'échelle de la planète.

On pourrait aussi se servir de Wikileaks comme un détecteur de mouchards, car avec les adresses IP il est relativement facile pour les centrales d'intelligence de faire du repérage et éloigner les individus indésirables. Encore une hypothèse : en saturant les médias à des moments choisis, avec des infos Wikileaks, on pourrait utiliser Wikileaks comme un écran de fumée pour détourner l'attention du public d'autres situations qui mériteraient entièrement notre attention. Par exemple, lors des événements de septembre 2001, en plein battage médiatique, sous le gouvernement de l'Angleterre, des proches de Tony Blair auraient suggéré de relancer certains programmes d'énergie nucléaire, alors que ceux-ci avaient été décriés par l'ensemble de la population. Cela dit, les gens le moins informés savent que le monde est très instable actuellement, et il me semble qu'il le restera encore longtemps, tant que l'économie de guerre perdurera. Les États-Unis peinent à se relever de la crise 2008-2009 en partie créée par quelques initiés de la Goldman Sachs.(1)

L'économie de guerre se finance à même des systèmes de crédit, de la dette des autres pays, des pays les plus pauvres qui rapportent plus de 300 milliards de dollars en intérêts annuellement aux pays les plus riches. C'est ce que fait ressortir Jean Ziegler dans son livre « L'empire de la honte » publié en 2005. Monsieur Ziegler démontre qu'on asservit les populations mondiales par la dette et la faim. Une véritable ignominie ! Il me semble que le FMI, les grandes banques centrales, et les maisons de notation de crédit jouent un rôle fondamental de déstabilisation dans le but de tirer des profits servant à assoir la souveraineté de leurs maîtres néoimpériaux et de leurs alliés au sein de l'OTAN. Les grands exploitants de ce monde savent très bien tirer profits des situations instables, Naomi Klein dans son livre « La stratégie du choc » fait très bien ressortir cette dimension.

En conclusion

Enfin, quoi de mieux qu'un outil tel que Wikileaks pour à la fois déstabiliser et contrôler le monde, à la source, au niveau de l'information, dans le but éventuel de restreindre davantage la liberté de la presse. L'industrie de la peur et de l'insécurité me semble être le vecteur principal par lequel tous les abus de pouvoir peuvent se justifier. La liberté d'expression, la capacité des peuples à s'organiser ou se synchroniser sur des valeurs différentes, à rêver d'autre chose qu'une économie de guerre, c'est possiblement un obstacle à contourner pour les pouvoirs en place.(2)

Et si je n'avais rien compris, qu'en fin de compte Wikileaks peut effectivement être une source fiable et laisser sortir des documents compromettants, et que face à cela on tente simplement d'inonder Wikileaks de potins pour diluer les informations sensibles. Wikileaks est peut-être infiltré par des organes de pouvoir qui se serviraient de ce site pour faire passer autre chose ? Tout est relié en politique : contrôle de l'information, économie, réseautage, espionnage, etc.

Pendant cette période sombre que nous traversons, (3) je crois qu'il est très important de préserver à tout prix la liberté d'expression, pour que s'expriment la vitalité et la volonté des peuples, pour qu'un monde autre puisse naître, un monde plus respectueux, plus paisible pour les enfants et les générations à venir.

Ai-je tort ?

Notes

(1) Pour mieux comprendre les mécanismes ayant mené à la crise économique 2008-2009, je recommande de lire le Triomphe de la cupidité écrit par Joseph Stiglitz.

(2) Nous n'avons pas besoin d'aller bien loin, l'opacité du gouvernement canadien Harper en dit très long. Les coupures que le gouvernement Harper a faites dans les subventions de recherche en sciences sociales ne laissent présager rien de bon, c'est une manière très directe d'empêcher une société de créer des grilles d'analyse, « connecting the dots » comme disent les Anglais, de se prendre en main selon des valeurs tout autres que celles promulguées par le néolibéralisme sauvage et son mantra mensonger du maché s'autoéquilibrant en l'absence de régulation. Monsieur Stiglitz dénonce ouvertement cette supercherie.

(3) On pourrait faire des parallèles avec le Moyen-Âge. Sur ce sujet l'article de Michel Chossudovsky : « La sainte croisade des États-Unis contre le monde musulman » :

Bibliographie :

Breton, Phillippe. L'utopie de la communication, Paris, La Découverte 1997

Stiglitz, Joseph E.. Le triomphe de la cupidité, Les liens qui libèrent, Paris, 2010

Klein, Naomi. la Stratégie du choc, Leméac/actes Sud, France, 2008

Ziegler, Jean. L'empire de la honte, Fayard, Paris, 2005

Pierre Bellefeuille

jeudi 2 décembre 2010, par [Comité Valmy](#)

<http://www.comite-valmy.org/spip.php?article998>

5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Kirk James MURPHY : Julian Assange de Wikileaks accusé de viol par un personnage lié aux groupes anti-castristes financés par la CIA.

Hier, Alexander Cockburn nous a rappelé l'information révélée par Israel Shamir et Paul Bennet dans Counterpunch au mois de septembre. Le principal accusateur d'Assange en Suède a un lourd passé de collaboration avec les groupes anticastristes dont au moins un est financé par les Etats-Unis et ouvertement soutenu par un ex-agent de la CIA condamné pour son implication dans l'assassinat de 73 cubains dans un attentat en plein vol contre un avion de ligne.

Anna Ardin (la plaignante officielle) est souvent décrite par les médias comme une « gauchiste ». Elle est liée aux groupes anticastristes et anticommunistes financés par la CIA. Elle a publié ses diatribes anticastristes (voir ici et ici) dans le journal de langue suédoise *Revista de Asignaturas Cubanas* publié par *Misceláneas de Cuba*. A Oslo, le professeur Michael Seltzer souligne que ce journal est produit par une organisation anticastriste en Suède grassement financée. Il remarque aussi que le groupe est lié à l'Union Libérale Cubaine dirigée par Carlos Alberto Montaner dont les liens avec la CIA sont exposés ici.

Quelle surprise, non ? Shamir et Bennet ont raconté le passé d'Ardin à Cuba où elle a collaboré avec une organisation qui est ouvertement soutenue par un véritable terroriste, Luis Posada Carriles.

A Cuba elle a collaboré avec une groupe de femmes anticastriste *Las Damas de Blanco*. Ce groupe reçoit des fonds du gouvernement US et est soutenu par le terroriste anticommuniste, condamné par la justice, Luis Posada Carriles. Wikipedia cite Hebe de Bonafini, président des Mères de la Place de Mai en Argentine qui déclare « Les soi-disant Femmes en Blanc défendent le terrorisme des Etats-Unis ».

Qui est Luis Posada Carriles ? Un assassin notoire et ancien agent de la CIA.

Luis Clemente Faustino Posada Carriles (né le 15 février 1928 – alias *Bambi* pour certains exilés Cubains) (1) est un Vénézuélien d'origine cubaine, et un anticommuniste extrémiste. Ancien agent de la CIA (2) il a été condamné par contumace pour différents actions et complots terroristes sur le continent Américain, dont : l'explosion d'une bombe à bord d'un avion de ligne cubain en 1976 qui a coûté la vie aux 73 passagers ; (3) (4) l'aveu de son implication dans une série d'attentats en 1997 visant des hôtels et des lieux touristiques à Cuba ; (5) (6) (7) implication dans l'invasion de la Baie des Cochons ; et implication dans l'affaire Iran-Contra.

Luis Posada Carriles est un personnage si maléfique que même l'administration Bush voulait le voir en prison : En 2005, Posada Carriles a été détenu par les autorités US au Texas pour entrée illégale sur le territoire national mais les charges furent abandonnées le 8 mai 2007. Le 28 septembre 2005, un juge US a décidé que Posada ne pouvait pas être expulsé vers le Venezuela car il risquait d'y subir des tortures. (11) Sa libération sous caution le 19 avril 2007 a provoqué la colère des gouvernements Cubain et Vénézuélien. (12) Le Département de la Justice US avait demandé à la cour de le maintenir en prison car il « avait reconnu être l'auteur de complots et d'actions terroristes », et parce qu'il risquait de s'enfuir et représentait un danger pour la communauté. (7)

Qui est le principal accusateur de Julian Assange en Suède ? Elle est une militante pour l'égalité des sexes à l'université d'Uppsala – et qui a choisi de s'associer avec un groupe financé par les Etats-Unis et ouvertement soutenu par un terroriste et assassin notoire. C'est le hasard si ses écrits sont publiés par un groupe grassement financé par les US et lié à l'Union Libérale Cubaine, dont le dirigeant, Carlos Alberto Montaner, est apparu par hasard sur une chaîne de télévision colombienne d'extrême-droite quelques heures seulement après le coup d'état au Honduras. Où il est allé rejoindre le dirigeant du coup d'état manqué en Equateur dirigé contre Correa. Montaner a aussi par hasard bruyamment défendu le coup d'état violent au Honduras et chanté les louanges de la junte militaire hondurienne. Jean-Guy Allard, un journaliste à la retraite qui écrit pour le quotidien cubain Granma, nous décrit le tableau :

« Un couple étrange est apparu sur NTN 24, une chaîne de télévision colombienne d'extrême-droite alignée à la Fox Broadcasting Company aux Etats-Unis. Quelques heures seulement après la tentative de coup d'état à Quito, Equateur, l'agent de la CIA Carlos Alberto Montaner, recherché par la justice cubaine pour terrorisme, s'est joint à un des dirigeants du coup d'état manqué en Equateur, le lieutenant colonel Lucio Gutiérrez, pour attaquer le président Rafael Correa...

Parallèlement à son activité dans les médias, Montaner est connu pour son soutien fanatique aux éléments les plus extrémistes de la mafia cubano-américaine.

L'année dernière, au lendemain du coup d'état contre le président hondurien Manuel Zelaya, le 28 juin, il est devenu un fervent supporter du dictateur Roberto Micheletti, en compagnie de la députée US Ileana Ros-Lehtinen (*future présidente de la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Représentants US - NdR*), en compagnie aussi d'un autre terroriste cubano-américain et collaborateur de la CIA, Armando Valladarés.

Montaner s'est souvent rendu à Tegucigalpa pour « défendre les droits de l'homme » et en même temps applaudir le régime fasciste hondurien lorsque celui-ci a envoyé sa police pour réprimer les manifestations du Front National de Résistance. »

Oh, et l'accusation de « viol » qui a entâché la réputation de Julian Assange dans le monde entier ? Jeudi, James D. Catlin, l'avocat de Melbourne qui représente Assange à Londres, a écrit :

« Apparemment, avoir des rapports sexuels consentants sans préservatif est punissable d'une peine d'emprisonnement de deux ans minimum pour viol. C'est sur cela que se fondent les accusations de viol contre le représentant de Wikileaks, Julian Assange, et qui feront de la Suède et son système judiciaire la risée du monde entier et endommagera sa réputation de pays modèle.

Le bureau du procureur général suédois était embarrassé au mois d'août dernier lorsque la presse a su qu'il voulait faire arrêter Assange pour viol, et a retiré la mandat d'arrêt le jour même parce que, selon ses propres

mots, il n'y avait « aucune preuve ». La réputation d'Assange a été salie de manière incalculable. Plus de trois-quarts des références à Assange sur Internet font référence au viol. Trois mois plus tard et trois procureurs plus tard, les suédois semblent avoir enfin accordé leurs violons : un rapport sexuel avec consentement qui a commencé avec un préservatif s'est terminé sans préservatif, *ergo*, le rapport était sans consentement. » J'ai passé une bonne partie de ma vie professionnelle comme psychiatre à aider les femmes (et hommes) victimes de violences sexuelles. Le viol est un crime horrible. Et pourtant, dans le cas d'Assange, sa présumée victime – militante féministe à l'université d'Uppsala – a choisi d'organiser une fête en l'honneur de son présumé agresseur – après qu'ils eurent eu des rapports sexuels que même les procureurs suédois qualifient de consentants. L'avocat Caitlin de nouveau :

« Le phénomène des réseaux sociaux via internet et les téléphones mobiles empêche les autorités suédoises de charger le dossier contre Assange parce qu'ils seraient encore moins crédibles devant les tweets d'Anna Ardin et les SMS de Sofia Wilen vantant leur conquêtes respectives après les « crimes ». »

Dans le cas d'Ardin, il est clair qu'elle a organisé une fête en honneur d'Assange dans son appartement après le « crime » et a envoyé un tweet à ses amis pour leur annoncer qu'elle était en compagnie « *des gens les plus intelligents et cools de la planète, c'est incroyable !* » Vous pouvez consulter le tweet vous-même sur internet. Le fait qu'Ardin ait tenté de faire effacer ces messages révélateurs est grave. Le fait qu'elle a publié sur Internet un guide sur « comment se venger contre ton petit ami qui te trompe » est encore plus préoccupant. Le contenu exact des SMS du téléphone portable de Wilen n'est pas encore connu mais leur caractère orgueilleux et enthousiaste a été confirmé par les procureurs suédois. Ni Wilen ni Ardin se plaignent de viols. »

Le monde est petit, n'est-ce pas ? Julian Assange est le visage public de Wikileaks – l'organisation qui a permis à des donneurs d'alerte de révéler au monde entier d'horribles crimes de guerre et une partie de la politique étrangère des Etats-Unis.

Il rencontre par hasard une suédoise qui par hasard publie dans un groupe anticastriste grassement financé et qui par hasard a des liens avec un groupe dirigé par un homme décrit par au moins un journaliste comme un agent de la CIA, c'est-à-dire le bras violent et secret de la politique étrangère des Etats-Unis.

Et – malgré son action en Suède pour l'égalité des sexes – à Cuba elle est associée par hasard à un groupe ouvertement soutenu par un agent reconnu de la CIA, lui-même un assassin qui a participé à un attentat terroriste contre un avion de ligne cubain... un acte qui faisait partie de la politique étrangère secrète et violente des Etats-Unis contre Cuba.

Et maintenant – après avoir avoué avoir eu des rapports consentants – elle se présente aux autorités suédoises pour expliquer que les rapports se sont terminés sans préservatif... qui est par hasard le motif invoqué par Interpol pour émettre une « Alerte Rouge » contre Julian Assange.

Qui, par hasard, est l'homme que la classe politique US – ceux qui dirigent la politique étrangère des Etats-Unis – tentent de réduire au silence. Et qui, par hasard, se trouve être le même homme contre lequel certains appellent au meurtre

Avec une telle soif de vengeance, on peut comprendre qu'ils aient décidé par hasard de consulter une page du guide de la vengeance d'Anna.

Kirk James Murphy

<http://my.firedoglake.com/kirkmurph...>

Traduction VD pour le Grand Soir, avec probablement les fautes et coquilles habituelles

URL de cet article 12172

<http://www.legrandsoir.info/Julian-Assange-de-Wikileaks-accuse-de-viol-par-un-personnage-lie-aux-groupes-anti-castristes-finances-par-la-CIA.html>

5-2 Le "Pot de miel " D'assange : une opération de la CIA.

Julian Assange a été arrêté mardi matin par la police britannique, après s'être présenté de lui-même dans un commissariat londonien.

Selon ses avocats, le fondateur de WikiLeaks s'est rendu "de son plein gré", afin de faire valoir son innocence. Dans l'univers de l'espionnage, il y a toutes sortes de techniques.

L'ami d'une cible peut être visé à des fins de chantage ou une agence peut connecter directement ses agents avec les cibles pour glaner des renseignements ou créer des situations compromettantes. Ce type d'activité est très courant dans l'univers clandestin de l'espionnage, qu'il soit de type militaire, diplomatique ou économique.

Un des cas les plus célèbres est l'opération de la CIA dénommée "Midnight Climax".

L'opération "Midnight Climax" impliquait des maisons closes de San Francisco, dans lesquelles des prostituées payées par la CIA attiraient divers quidams dans des chambres bien spéciales où elles leur faisait prendre du LSD à leur insu. Des fonctionnaires de CIA cachés derrière des glaces sans tains observaient alors les effets de la drogue sur leurs victimes.

Non seulement la CIA testait ainsi des techniques de manipulation mentale, mais elle utilisait et raffinaient l'art du chantage sexuel à visée politique.

La pratique du recours au chantage sexuel est largement admise dans le monde de l'espionnage et on appelle avec un certain humour l'agent un "pot de miel" (honeypot). Ces techniques sont une source d'inspiration inépuisable pour les scénaristes de romans et films d'espionnage comme le savent bien les amateurs de films de James Bond.

Beaucoup de pays utilisent des pots de miel, y compris dans l'espionnage industriel. Par exemple, un document du MI5 récemment divulgué par le Times à propos des services de renseignements chinois disait ceci : "China has occasionally attempted sexual entrapment to target senior British political figures. Two years ago an aide to Gordon Brown had his BlackBerry phone stolen after being picked up by a Chinese woman who had approached him in a Shanghai hotel disco... [They] have been known to exploit vulnerabilities such as sexual relationships and illegal activities to pressurise individuals to co-operate with them'..." (un conseiller de Gordon Brown se serait fait voler son BlackBerry par une femme dans une discothèque de Shanghai et les services chinois sont connus pour exploiter les failles de certains individus au niveau de leurs relations sexuelles ou de leurs activités illégales de manière à faire pression sur eux pour les inciter à collaborer)

Mais venons-en à Anna Ardin donc, qui, selon un article d'Israël Shamir et Paul Bennett publié par le site Counterpunch, aurait des liens avec la CIA.

Elle est décrite comme une gauchiste/féministe radicale qui travaille sur les questions d'égalité des sexes à l'université d'Uppsala en Suède, et elle connaissait Julian Assange avant leur rencontre du 14 août. elle aurait contribué à l'organisation de la tournée d'Assange en Suède et à l'organisation de sa conférence à Stockholm dont elle aurait fait la promotion via son compte Twitter et son blog. Depuis, les tweets concernant la conférence ont été effacés et son blog a été fermé.

Elle s'est vantée, toujours sur Twitter, après leur relation "d'être avec le gars le plus cool du monde" puis a vainement tenté d'effacer ces messages compromettant pour sa version des faits. Elle a, par ailleurs publié sur son blog un texte qui donne les grandes lignes de ce que doit être une vengeance après une rupture : "Comment saboter une relation sexuelle en sept étapes".

Mais qu'en est-il de ses connexions présumées avec la CIA ? Selon Counterpunch, apparemment Ardin est liée à travers un groupe anti-Castriste suédois à un certain Carlos Alberto Montaner, un homme ayant des liens notoires avec la CIA, ainsi que Luis Posada Carriles via le groupe féministe anti-Castriste "Las Damas de Blanco" (groupe financé par le gouvernement américain). Carriles, incidemment, a été impliqué dans diverses affaires troubles allant de la Baie de Cochons à l'affaire Iran-contras et au bombardement en 1976 d'un avion de ligne cubain qui a tué 73 personnes.

Comme toujours dans le monde de l'espionnage, les connexions sont difficiles à prouver, mais toujours à prendre en considération. C'est un monde où une féministe de gauche peut être manipulée pour salir l'image de Julian Assange. Comme le dit Israël Shamir : "For a smear that really sticks, you need to get it from an ex-apostle. An accusation by a Caiaphas does not impress. If you are targeting a leftist, hire leftists." (si votre cible est un gauchiste, pour le discréditer vous devez utiliser des gauchistes)

L'espionnage est un palais des miroirs déformants où rien n'est jamais ce qu'il semble être.

Publié par Bertrand Du Gai Déclin - mardi 7 décembre 2010

Source : blog de Bertrand Du Gai Déclin

mercredi 8 décembre 2010, par Comité Valmy

<http://www.comite-valmy.org/spip.php?article1010>

5-3 Renart Léveillé : WikiLeaks d'un autre oeil,

<http://les7duquebec.wordpress.com/2010/12/08/wikileaks-dun-autre-oeil/>

Il y a l'histoire officielle WikiLeaks. On m'a pointé une série de textes qui la remet en question. J'ai bien voulu m'y ouvrir.

Nous sommes assurément en terrain conspirationniste, mais, contrairement à ce qu'on voit habituellement, les États-Unis ne sont pas le personnage principal. Plutôt quelque chose comme l'arroseur arrosé, ou encore mieux, un bouc émissaire :

De façon plus anecdotique, un bouc était envoyé par certains bergers d'Amérique du sud pour attirer sur lui les piranhas infestant les rivières tandis que le reste du troupeau passait sans dommage à un autre gué.

Se basant sur le fait qu'aucune information diplomatique coulée par ce site ne met en danger Israël, on argue que le but de tout cela est de déstabiliser les États-Unis et d'ainsi pointer l'éclairage sur ce pays (lire : détourner l'attention du public) tandis qu'on ouvre la voie à une attaque de l'Iran. Je reste sur ma faim quant à l'Iran et je ne me taperai pas la lecture de toute l'information sur WikiLeaks pour vérifier l'assertion comme quoi Israël est plus blanc que blanc dans cette histoire, d'autres semblent avoir déjà fait le travail, et très bien en plus!

Autre théorie, cette avalanche de documents mis en disponibilité pour le public et les médias justifierait dans le futur une guerre globale des gouvernements contre la liberté d'information que permet le web, parce que cela constituerait une menace pour la sécurité internationale.

Pour justifier ces théories, il y a quand même un argument assez intéressant du côté de Pierre Bellefeuille :

J'ai visité le site Wikileaks pour la toute première fois hier. Tiens donc on aurait eu le temps de classer par catégorie des centaines de milliers de documents! Intéressant! Cela nécessite certainement une très grande coordination, et une gestion centralisée pour ne pas perdre la rigueur de classification, ce qui n'est pas en soi un travail d'amateur! Pour les sources, il me semble qu'on doit être très au fait de tout ce qui se passe sur notre belle planète au niveau diplomatique, ce qui ne pourrait provenir que de quelques centres très précis d'où il serait difficile de laisser sortir autant d'information. Pourquoi ces infos sortent-elles tout d'un coup? Je ne crois pas au hasard, ni à la bonne volonté de quelques bien intentionnés individus à l'égard de la communauté internationale. Peut-être que je fais erreur ici et que je ne comprends rien à tout ça.

Et il y a l'arrestation du grand manitou de WikiLeaks, Julian Assange, pour une affaire de « viol, d'agression sexuelle et de coercition » perpétrée sur deux Suédoises. À la base, le fait qu'il s'est rendu lui-même aux autorités

est assez surprenant. Et du côté du site infowars.com on écrit que cela ressemble à un coup monté politique, car il a été révélé qu'une des deux femmes, une militante féministe qui a publié un guide sur « comment se venger des hommes et les faire souffrir », a des liens avec la CIA.

Personnellement, j'ai peine à m'y retrouver. Si tout cela s'avère véridique, c'est risible comment les États-Unis se font manipuler. Mais si c'était plutôt nous, en fin de compte, qui étions manipulés, et à plusieurs degrés? Je n'ai malheureusement pas la réponse, mais ça donne froid dans le dos.

Renart Léveillé

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

6-1 Frédéric Pons : À qui profite WikiLeaks ?[...]

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Cette répétition presque obsessionnelle de la menace iranienne dans cette troisième "livraison" de WikiLeaks intervient alors que le programme nucléaire de l'Iran s'accélère et que le temps semble de plus en plus compté pour une éventuelle réaction. Divulguées "au bon moment", ces données pourraient donc servir d'autres intérêts que la simple défense de la liberté d'expression dans le monde. Le pauvre soldat Bradley Manning et les croisés de WikiLeaks ne seraient alors plus les seuls à s'activer, impliqués – sans même le savoir – dans une vaste opération de manipulation. Tous les documents publiés renforcent en effet la perception d'un danger iranien croissant. Quitte à gêner quelques dirigeants surpris dans l'intimité de leurs relations avec Washington, les informations révélées par WikiLeaks préparent la communauté internationale à une mobilisation plus efficace contre le programme nucléaire de Téhéran, à un nouveau durcissement des sanctions à l'égard de l'Iran. Qui le souhaite ? Un peu les Occidentaux, beaucoup les pays arabes, encore plus et surtout Israël. L'état hébreu fait de ce dossier iranien un enjeu vital pour sa survie. Il se prépare depuis des mois à toutes les options, y compris à une intervention militaire.

Frédéric Pons jeudi, 02/12/2010

<http://www.valeursactuelles.com/actualit%C3%A9s/monde/%C3%A0-qui-profite-wikileaks20101202.html>

6-2 Pierre PICCININ : Wikileaks : à qui profite le crime ?

Les « révélations » du site Wikileaks, qui vient de publier plusieurs dizaines de milliers de correspondances diplomatiques états-uniennes, sont hélas des plus décevantes, à ce stade du moins, car d'un commun navrant.

Rien, par exemple, sur le rôle des Etats-Unis quant à la déstabilisation du gouvernement iranien et à son intervention dans la « révolution verte » qui avait suivi les élections de juin 2009 ; rien sur le virus informatique « stuxnet » qui serait en train de paralyser l'armée iranienne et ses centres de recherche nucléaire ; rien sur la Syrie ; rien sur les négociations israélo-palestiniennes qui ont repris depuis peu et sont pourtant au cœur de la politique états-unienne au Proche-Orient ; et absolument rien sur Israël.

En outre, aucune information sur l'origine de ces documents et leur authenticité (que les principaux intéressés ne dénie cependant pas...).

En fait, globalement, rien de vraiment nouveau, rien de sensationnel dans ce qui a été publié jusqu'à présent.

En effet, cette correspondance contient d'abord quelques mots malheureux de tel ou tel diplomate de second rang sur l'un ou l'autre chef d'Etat, mais pas de quoi fouetter un chat (rien d'inhabituel, en somme, dans ce genre d'échanges informels, comme le savent fort bien toutes les chancelleries du monde) : Mohammad Kadhafi aime les jolies filles ; Hamid Karzaï est corrompu jusqu'à la moelle ; Vladimir Poutine aime jouer des biceps ; Silvio Berlusconi est trop âgé et fatigué ; Angela Merkel est une dure à cuire ; et Nicolas Sarkozy serait quant à lui autoritaire, viscéralement pro-américain et pro-israélien... Dernière nouvelle ! Le président français est aussi qualifié de « roi nu » ; mais, là, personne ne comprend, ni ne se risque à une interprétation. Et Washington espionne l'ONU. Incroyable ! De quoi donner le change?

Pour le reste, la principale « nouvelle », c'est que la plupart des chefs d'Etat arabes (le président égyptien Hosni Moubarak, le roi de Jordanie, les dictateurs du Golfe persique, etc., tous alliés traditionnels des Etats-Unis) se sont déclarés très farouchement opposés au gouvernement de Mohammad Ahmadinejad et souhaitent une intervention états-unienne. Sans blagues ?! C'est le cas depuis 1980 et la guerre Iran-Irak, durant laquelle tous ces Etats avaient ouvertement soutenu et financé Saddam Hussein contre la République islamique des Ayatollahs...

Bref, on n'apprend rien.

Cependant, la diffusion de cette correspondance n'est peut-être pas dénuée de tout intérêt. N'est-il pas curieux, en effet, que les seules informations « pertinentes » concernent quasiment uniquement le Moyen-Orient et plus particulièrement l'Iran ? Et ne pourrait-on pas se demander, en fin de compte, si ces « fuites » n'auraient pas été organisées et utilisées, ne serait-ce que partiellement, par la Maison blanche elle-même ?

C'est que le fait de divulguer de la sorte ces déclarations permet de renforcer un peu plus la pression sur l'Iran et d'officialiser d'avantage encore son isolement au sein du monde arabo-musulman, tout en mettant les Etats arabes hostiles à Téhéran face à leurs responsabilités. Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, n'a d'ailleurs pas hésité à renchérir en se réjouissant de ce que, désormais, Israël et les pays arabes sont officiellement d'accord sur le danger iranien et le moyen de le juguler.

De même, l'autre « grande info », la question de l'achat à la Corée du Nord, par l'Iran, de fusées capables d'atteindre l'Europe, survient à point nommé pour la politique étrangère des Etats-Unis, non seulement à l'égard de l'Iran, mais également précisément au moment où l'OTAN veut construire son fameux bouclier antimissile. Et voilà comment faire d'une pierre deux coups...

Ainsi, tout, pour l'essentiel de ces « révélations », ramène à l'Iran, désignée en tant que « menace pour le monde » (pour l'Europe en particulier, dont plusieurs gouvernements sont peu enclins à une nouvelle intervention musclée au Moyen-Orient et devraient dès lors être convaincus du danger), comme l'avait été l'Irak de Saddam Hussein, avant qu'il ne fût confirmé, par la guerre illégale de 2003, que le pays était en réalité sans défense.

A bien y réfléchir, cette affaire ressemble sensiblement à un beau coup de propagande qui pourrait viser à justifier une agression à l'encontre de l'Iran et à créer le consensus autour de cette perspective. En politique, les vieilles recettes éprouvées resservent souvent.

Sur les traces de Sherlock Holmes, cherchons donc à qui profite le crime...

La plupart des chroniqueurs parlent d'un « 11 septembre de la diplomatie ». C'est en tout cas très surfait et fort excessif. Et garantissent que la diplomatie états-unienne ne sera plus la même à l'avenir. Rien de moins sûre...

Pierre PICCININ (professeur d'histoire et de sciences politiques)

Lien website : <http://pierre.piccinin-publications.over-blog.com/article-etats-unis-wikileaks-a-qui-profite-le-crime-62029905.htm> |

03/12/2010

http://www.alterinfo.net/Wikileaks-a-qui-profite-le-crime_a52285.html

6-3 Jonathan Cook : Wikileaks et le nouvel ordre mondial.

Le signal d'alarme est tiré pour les USA

La publication cette semaine par Wikileaks des télégrammes confidentiels envoyés par les ambassades étasuniennes a été discutée principalement eu égard aux dégâts que ces documents ont causés à la réputation de Washington ou aux questions qu'elle soulève en matière de sécurité nationale et de liberté de la presse. Grands titres mis à part, la plupart des renseignements tirés jusqu'ici des 250 000 documents ne sont guère bouleversants même s'ils contrastent souvent fortement avec l'image officielle étasunienne du policier mondial bienveillant qui s'efforce de maintenir l'ordre dans une foule d'exécutants souvent indisciplinés. Est Il vraiment surprenant que les officiels étasuniens aient essayé d'espionner les hauts fonctionnaires des Nations unies et en fait à peu près tous les autres ? Ou qu' Israël ait fait des pressions énergiques pour que des actions militaires soient entreprises contre l'Iran ? Ou même que l'Arabie Saoudite se sente menacée par une bombe nucléaire iranienne ? Tout cela, on le savait déjà ; les fuites ont simplement fourni une confirmation officielle. Les nouvelles révélations nous donnent toutefois un bon aperçu - capté dans la banalité même de la correspondance diplomatique - sur la manière dont Washington envisage son rôle dans le monde , chose beaucoup moins apparente dans les révélations précédentes de Wikileaks sur les guerres étasuniennes en Afghanistan et en Irak.

Dans les cancons et les analyses renvoyées à Washington, on voit que pour beaucoup de représentants étasuniens en poste à l'étranger la politique étrangère étasunienne est inefficace et souvent contre-productive. Une fois de plus, la nation la plus puissante du monde se montre plus que capable de peser brutalement de tout son poids ; toutefois, une résignation cynique transparait dans nombre de télégrammes, laissant entendre que même le chien dominant doit reconnaître ses limites.

Ceci ressort de la façon la plus manifeste dans les messages envoyés par l'ambassade US au Pakistan montrant que les officiels étasuniens se rendent compte de l'insensibilité de ce pays à leurs machinations et du risque de le voir tomber entièrement hors de la zone d'influence de Washington.

Les télégrammes envoyés de Tel-Aviv reflètent un fatalisme similaire. La possibilité qu' Israël fasse cavalier seul pour attaquer l'Iran est envisagée comme si c'était une éventualité que Washington n'a aucun espoir de prévenir. Les largesses étasuniennes à hauteur de milliards de dollars en assistance et en aide militaire à Israël ne semblent leur conférer aucune influence par rapport aux politiques de leur allié.

Le même sentiment d'impuissance étasunienne ressort de l'épisode Wikileaks d'une autre manière. Autrefois, à l'époque où il n'y avait pas de communications numériques, le dénonciateur pouvait aspirer au maximum à dévoiler des documents secrets limités au domaine auquel il a un accès privilégié. Même alors, l'affaire pouvait être étouffée et elle n'avait pas d'effets durables.

Il apparaît toutefois maintenant que le système USA de communications officielles court le risque d'être presque entièrement dévoilé. Et quiconque possède un ordinateur, dispose d'un registre permanent de preuves faciles à diffuser.

L'impression d'un monde échappant au contrôle des USA est devenue un thème qui touche toutes nos vies depuis 10 ans.

Les USA ont inventé et exporté la déréglementation financière en promettant que ce serait la quintessence du nouveau capitalisme qui allait offrir au monde le salut économique. Il en est résulté une crise bancaire qui menace maintenant de renverser les gouvernements européens mêmes qui sont les alliés les plus proches de Washington.

À mesure que la contagion des créances douteuses se répand dans le système, nous allons probablement assister à la déstabilisation croissante de l'ordre de Washington dans le monde.

En même temps, les invasions militaires US au Moyen-Orient poussent jusqu'au point de rupture ses possibilités financières et militaires, illustrant pour un public moderne le problème des excès impériaux. Ici aussi, le soulèvement offre des possibilités considérables à ceux qui veulent contester l'ordre actuel.

Et puis, il y a la crise la plus importante que confronte Washington, à savoir une catastrophe environnementale progressive causée principalement par la même course à la domination économique mondiale ayant dérapé dans le désastre bancaire.

Ce problème se pose à une échelle qui stupéfie la plupart des scientifiques et dont le public commence à se rendre compte même s'il est à peine reconnu au-delà des platitudes émanant des officiels US.

La débâcle écologique touchera non seulement les ours polaires et les tribus vivant sur des îles. Elle changera de manière imprévisible la manière dont nous vivons - si tant est que nous sommes en vie.

Ce qui est en jeu ici est une série de forces globales que les USA, dans leur orgueil, pensaient pouvoir dompter et dominer dans leur propre intérêt cynique. Au début des années 90, cette arrogance s'est manifestée dans la proclamation de la « fin de l'histoire » : les problèmes mondiaux étaient sur le point d'être résolus par le capitalisme d'entreprise sponsorisé par les USA.

Les nouvelles révélations de Wikileaks contribueront à entamer ces présomptions. Si un petit groupe de militants peut embarrasser la nation la plus puissante du monde, que dire des ressources mondiales limitées et des lois de la nature dont la leçon sera beaucoup plus rude

Jonathan Cook

Jonathan Cook est écrivain et journaliste, basé à Nazareth, Israël. Il est membre du comité de parrainage du Tribunal Russell sur la Palestine,

Ses derniers livres sont : *Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the Plan to Remake the Middle East* (Pluto Press) et *Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair* (Zed Books)

Son site : <http://www.jkcook.net>

30 novembre 2010 -

Traduction : Anne-Marie Goossens

<http://www.jkcook.net/Articles3/053...>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19